

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

EDITORIAL

■ L'ampleur de l'offensive impérialiste de toute la bourgeoisie mondiale dans le Golfe persique, la monstruosité des armements qu'elle s'apprête à utiliser nous montre aujourd'hui le vrai visage de ce capitalisme "libéral" et "démocratique" dont on nous a tant vanté les bienfaits. Guerres, massacres, barbarie, voilà l'avenir radieux" que porte en lui ce système pourrissant. Aujourd'hui, c'est l'Irak avec ses 17 millions d'habitants qui est menacé d'être rayé de la carte du monde. Demain, ce sera un autre Etat impérialiste, car cette guerre-là comme toutes les guerres du 20ème siècle, n'est rien d'autre que l'aboutissement logique de la guerre économique que se livrent tous les Etats de plus en plus asphyxiés par une crise mondiale et sans issue. Et il n'y a pas d'illusion à se faire. Plus le capitalisme s'enfoncera dans la crise, plus vont s'aiguiser les appétits impérialistes des différentes bourgeoisie nationales et plus les grandes puissances occidentales qui dominent le monde vont être massivement impliquées dans des conflits à chaque fois plus meurtriers.

Cette guerre-là n'est pas la nôtre, pas plus que ne l'étaient toutes les orgies sanguinaires du passé. C'est celle que se livrent tous les brigands capitalistes pour défendre, sur notre dos, leurs propres intérêts. A côté des populations civiles qui sont directement menacées par les bombardements, c'est la classe ouvrière des pays occidentaux qui va être la principale victime de cette escalade guerrière. C'est elle qui, au prix du sang, va faire les frais de cette guerre avec l'envoi d'une partie du contingent dans le Golfe, destiné à servir de chair à canon pour le seul bénéfice des exploités. De plus, cette guerre, comme toutes celles que la bourgeoisie se prépare à nous imposer dans les années qui viennent, il faudra la payer. C'est pour cela que, en même temps que se déchaîne l'hystérie belliciste des pays occidentaux, tous leurs dirigeants, de Bush à Mitterrand en passant par Thatcher, annoncent d'ores et déjà la couleur : prolétaires de tous les pays, il faut vous serrer encore plus la ceinture, accepter de nouveaux sacrifices, les licenciements, les baisses de salaires, les augmentations d'impôts pour défendre l'économie nationale.

Aujourd'hui, pour nous faire accepter la logique meurtrière du capitalisme, on nous dit que c'est l'Irak qui est le seul fauteur de guerre. On nous brandit le spectre d'un "3ème choc pétrolier" pour nous faire croire que c'est l'impérialisme irakien qui est responsable de la récession de l'économie mondiale. Tout cela n'est que mensonge ! C'est tout le capitalisme en faillite qui porte en lui la misère et la barbarie. C'est ce système moribond qui, livré à sa propre logique se prépare à mettre la planète à feu et à sang. Voilà ce que cachent en réalité les discours de tous ces massacreurs du monde "civilisé".

Allons-nous les laisser faire ? Allons-nous les laisser continuer à répandre l'horreur au risque de nous anéantir tous dans dans leur folie guerrière ?

A travers leur répugnant battage médiatique, tous les brigands qui dirigent le monde cherchent aujourd'hui non seulement à nous faire adhérer à leurs croisades impérialistes, mais encore à nous intimider, à nous paralyser. Ils veulent nous faire croire qu'on ne peut, de toute façon, rien faire pour empêcher les bains de sang, qu'il faut donc se soumettre et accepter la "juste" cause de tous ces va-t'en-guerre.

NON, CETTE LOGIQUE INFERNALE DU CAPITALISME DECADENT N'EST PAS UNE FATALITE ! Nous pouvons et nous devons y mettre un terme. Mais pour y parvenir, il nous faut d'abord rejeter l'union sacrée de tous ces exploités qui, aujourd'hui comme hier, cherchent à justifier leurs menées impérialistes au nom de la "paix", argant de leur "Droit international" pour les légitimer. Il nous faut refuser TOUS les sacrifices qu'ils veulent nous imposer, à commencer par celui de "l'austérité nécessaire". Accepter aujourd'hui de financer leurs dépenses militaires, c'est leur laisser les mains libres pour accentuer toujours plus leurs attaques contre toutes nos conditions de vie. C'est leur laisser carte blanche pour continuer à déchaîner leur barbarie guerrière.

Face à la crise insoluble de ce système de misère et de mort, face à toutes les souffrances et les atrocités qu'il nous promet, il n'y a qu'une seule réponse : développer notre propre combat de classe sur le seul terrain qui soit le nôtre, celui de la défense intransigeante de toutes nos conditions de vie. Seule la résistance acharnée contre l'exploitation et la misère capitalistes, pour nos salaires, pour nos emplois, pour l'avenir de nos enfants, est en mesure de freiner la marche inéluctable du capitalisme vers des interventions militaires de plus en plus sanglantes. Seul le développement de nos combats de classe, dans tous les pays, et notamment dans les grandes concentrations industrielles d'Europe occidentale, pourra, à terme, renverser le capitalisme aux abois avant qu'il ne détruise toute trace de civilisation, voire même toute l'espèce humaine.

Et c'est bien cela que la bourgeoisie redoute. Voilà pourquoi, à côté des discours bellicistes destinés à nous inoculer un sentiment d'impuissance, on voit maintenant les forces d'encadrement bourgeoises (tel le PCF avec sa CGT ou les trotskystes de la LCR), qui n'ont jamais hésité à s'engager dans les pires massacres lorsqu'ils apportaient leur soutien inconditionnel à l'ex-bloc impérialiste russe, chercher à nous endormir derrière leurs sirènes "pacifistes" pour nous dévoyer de notre terrain de classe, pour encadrer et saboter nos luttes.

Ouvriers, ne nous laissons pas désarmer par toutes ces campagnes de la bourgeoisie, qu'elles soient bellicistes ou "pacifistes". Contre la misère, l'oppression et la barbarie capitalistes, opposons la seule guerre porteuse d'avenir pour l'humanité : la guerre de classe !

Avril (25/8/90)

Golfe Persique

LE CAPITALISME : UN SYSTEME QUI SEME LA MORT

Rappelons-nous : il y a quelques semaines à peine, toute la bourgeoisie occidentale n'avait qu'un mot à la bouche : la paix. Elle nous abreuvait tant et plus de ses boniments et se gargarisait de la prétendue "nouvelle ère de paix et de prospérité" qui s'ouvrirait avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de la puissance maléfique qui nous était présentée jusqu'alors comme l'adversaire à abattre, le bloc de l'Est. C'est à l'unisson qu'elle nous promettait de mirifiques "dividendes de la paix", selon l'expression de l'ancien Premier ministre Fabius.

LA PAIX N'EST QU'UNE MYSTIFICATION DANS LA DECADENCE DU CAPITALISME

Les événements du Moyen-Orient sont venus brutalement nous ramener à la terrifiante réalité et se sont chargés d'apporter le démenti le plus cinglant à ces mensonges.

L'opération baptisée "Bouclier du désert" est la plus importante entreprise militaire des Etats-Unis, première puissance mondiale, depuis la guerre du Vietnam (et même l'intervention de la plus gigantesque armada depuis le débarquement sur le sol français en juin 1944). De plus, jamais dispositif militaire n'avait connu une telle ampleur et une aussi large coopération internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est l'appui stratégique et militaire direct de toutes les forces de l'OTAN et de la majorité des Etats arabes qu'il mobilise. C'est aussi la bénédiction de l'ONU, reflétant le concours unanime de toutes les grandes puissances -des Etats d'Europe occidentale jusqu'à

l'URSS, en passant par le Japon et la Chine-, dont une des résolutions "autorise l'usage de la force" tout en permettant d'assurer le blocus total et rigoureux, l'isolement de l'adversaire désigné, l'Irak.

Mais surtout, les Etats-Unis ont entre leurs mains, sur le terrain, les moyens de destruction les plus sophistiqués et les plus meurtriers élaborés jusqu'à ce jour, faisant étalage en ce domaine des plus beaux fleurons du raffinement technologique et de précision logistique, comme leurs fameux bombardiers F-117, indétectables par radar, ou leurs satellites espions les plus perfectionnés.

Cette militarisation outrancière est également effarante du côté de l'Irak, qui dispose avec un million d'hommes de troupe (sur une population de 17 millions d'habitants) de l'armée la plus aguerrie (suite à huit années de tueries avec l'Iran) et la plus puissante du Moyen-Orient. Cette armée a été équipée grâce aux bons soins pendant dix ans de toutes les puissances qui lui font face aujourd'hui -en particulier, la France, son principal pourvoyeur en armes tout à fait modernes.

La région du Golfe représente ainsi une des plus monstrueuses et plus hallucinantes concentrations d'engins de mort, d'autant mieux qu'aux armes chimiques de l'Irak, les USA menacent de riposter par des gaz de combat encore plus dévastateurs et foudroyants, et même par le recours à l'arme atomique ou à la bombe à neutrons. La bourgeoisie dévoile ici crûment toute la dose de cynisme et d'hypocrisie contenue dans ses résolutions et ses conférences, au cours de

(SUITE PAGE 3)

Hussein, Bush, Mitterrand ... LA BOURGEOISIE : UNE CLASSE DE GANGSTERS

■ Tous les médias aux ordres de la bourgeoisie nous ont présenté Saddam Hussein comme un gangster, un hors-la-loi, un dictateur sanguinaire, violent sans vergogne les règles du "droit international", foulant aux pieds les grands principes "humanitaires" qui, de tout temps, ont fait la gloire de l'Occident "démocratique". Depuis le début du conflit dans le Golfe, la presse, la TV, la radio, n'ont eu de mots assez durs pour appeler, dans l'arène internationale, à la mise à mort du "boucher de Bagdad", du "petit Hitler du Moyen-Orient".

Il est vrai que ce potentat est un gangster, mais c'est encore un bien piètre petit truand à côté de toute cette engeance de requins impérialistes qui, au nom de la "liberté", de la "démocratie", de la "paix" et de la stabilité du monde l'accusent de tous les crimes de la création et le désignent aujourd'hui comme l'"homme à abattre" dans le seul but de justifier les bains de sang dont ils sont les principaux responsables au Moyen-Orient comme dans toutes les parties du monde.

LE CYNISME ET L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES

Pourquoi Saddam Hussein a-t-il été conduit à faire main basse sur la grosse tirelire du Koweït ? Tout simplement parce qu'il s'estime, et à juste titre, victime d'une gigantesque escroquerie. Après huit ans de guerre où l'Irak n'a fait que servir d'homme de main au bloc US pour ramener l'Iran dans le giron occidental, Saddam Hussein s'est vu accorder une fin de non-recevoir lorsqu'il a présenté la facture à ses commanditaires, les grands brigands occidentaux. Et pourtant, sa besogne avait été bien accomplie comme en témoignent les compliments on ne peut plus élogieux dont l'ont gratifié tous les médias occidentaux lors du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran en août 1988. Ces mêmes médias n'avaient-ils pas en effet encensé Saddam Hussein comme l'"homme de la paix", la colombe de Bagdad, un des maîtres d'oeuvre de la "pax americana" au Moyen-Orient ? Malheu-

reusement, la reconnaissance des grandes puissances occidentales ne devait pas se solder, comme il était en droit de l'espérer, en espèces sonnantes et trébuchantes.

Aujourd'hui, c'est avec une économie ruinée à reconstruire et une dette de 80 milliards de dollars contractée auprès des marchands de canons occidentaux (et notamment la France), pour le compte desquels il a sacrifié des centaines de milliers de vies humaines, que l'Irak s'est retrouvé le bec dans l'eau. C'est plus que de l'ingratitude. Saddam, le petit gangster, s'est tout simplement fait arnaquer par les grands caïds. Et on lui a même fait croire, en flattant sa mégalomanie, que, de la même façon qu'il a bénéficié du plein soutien des grandes puissances occidentales pour attaquer l'Iran en 1980, il pourrait se payer lui-même en détroussant un petit Etat local dont personne n'a que faire. Ainsi, alors que depuis plusieurs semaines, les USA étaient parfaitement informés des préparatifs irakiens d'annexion du Koweït, non seulement ils se sont bien gardés de mettre en garde Saddam

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

Armes chimiques : l'infamie de ceux qui nous gouvernent	p. 2
"3e choc pétrolier" : un prétexte pour justifier les attaques capitalistes	p. 3
9e Congrès de R.I.	p. 4
Luttes ouvrières en Espagne	p. 5
France	
Il faut lutter, mais pas derrière les syndicats	p. 6
"Lutte Ouvrière" appelle à soutenir l'Etat bourgeois ..	p. 6
Afrique	
Liberia : l'enfer capitaliste	p. 7
Afrique du Sud : où mène l'anti-racisme	p. 7

UNE CLASSE DE GANGSTERS

(SUITE DE LA PAGE 1)

Hussein contre les risques qu'il encourait à se lancer dans une telle aventure, mais ils n'ont rien fait pour l'en dissuader : dans la dernière semaine de juillet, tous les médias n'ont cessé pendant plusieurs jours de monter en épingle la gigantesque force de frappe de l'Irak, présenté comme une "superpuissance mondiale", tandis qu'on entendait Bush se lamenter sur l'incapacité pour l'armée US d'intervenir. En fait, tout porte à croire qu'il s'agissait d'un plan machiavélique destiné à pousser Saddam Hussein à la faute (1). Il fallait le faire apparaître aux yeux de toute l'opinion publique comme un fou mégalomane afin de faire accepter la correction que Bush se proposait de lui infliger, à titre d'avertissement destiné à tous ceux qui s'aviseraient de contester le leadership américain. En faisant son casse, Saddam Hussein est tombé à pieds joints dans le traquenard.

Malheureusement pour lui, ce qu'il n'avait pas compris, c'est que les règles du jeu n'étaient plus les mêmes que par le passé. Tant que ses visées impérialistes coïncidaient avec les intérêts du capitalisme occidental, il pouvait se livrer en toute impunité aux pires massacres sans que ça ne dérange nos belles "démocraties" d'Europe et d'Amérique. Mais si ses ambitions viennent entraver les intérêts des grands caïds, alors, elles doivent être fermement rabattues et par les grands moyens.

Ainsi, toutes ces grandes "démocraties" qui, aujourd'hui, poussent des cris d'orfraie en "découvrant" l'ignominie de ce dictateur sanguinaire avaient l'épiderme beaucoup moins sensible lorsque le "boucher de Bagdad" exécutait sans coup férir leurs basses œuvres. Leur épiderme n'avait nullement été chatouillé ni par la mainmise de leur Etat vassal d'Israël sur les "territoires occupés" et le Sud-Liban ni par l'occupation syrienne du reste du Liban. Il est vrai que le "droit international", on ne peut le violer que quand ceux qui font la loi vous en donnent le droit.

L'hypocrisie et le cynisme d'un Saddam Hussein, que l'hystérie médiatique se complait à souligner jour après jour afin de chauffer l'ambiance et faire accepter les représailles musclées des brigands occidentaux, n'est rien à côté du cynisme et de la duplicité de tous ces massacreurs qui dirigent le monde. Nos grands démocrates qui font la fine bouche devant les exactions d'un petit dictateur de seconde zone sont vraiment bien mal placés pour jouer les donneurs de leçon, eux qui n'ont jamais hésité à perpétrer les pires massacres dans toutes les croisades impérialistes qu'ils ont menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale que ce soit en Corée, en Algérie, au Vietnam ou, plus récemment, au Panama. Ces mêmes démocraties, ces mêmes régimes "humanitaires", crient au scandale devant la menace irakienne d'utilisation des armes chimiques. Faut-il rappeler à tous ces pourfendeurs de "guerres sales" qu'eux-mêmes n'ont jamais lésiné dans l'utilisation des grands moyens de destruction massive lorsqu'à la fin de la deuxième boucherie mondiale, ils rasaient en quelques heures les grandes concentrations ouvrières de Dresde, Hambourg et Berlin, lorsqu'ils bombardaient les villes d'Hiroshima et Nagasaki, faisant en quelques minutes près de 100 000 morts et des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants victimes des radiations, lorsqu'ils semaient la terreur en balançant leurs bombes au napalm sur les villages vietnamiens. Et aujourd'hui, c'est avec des moyens bien plus terrifiants encore qu'ils se préparent à massacrer en Irak la population civile prise en otage par un despote imbécile et suicidaire.

Et c'est toujours au nom de la "paix", de la "démocratie", de la "liberté", de la "sécurité des populations", que tous ces gangsters préparent et déchainent leur barbarie sanguinaire avec la complaisance et la bénédiction de l'ONU, digne successeur de cette Société des Nations que Lénine qualifiait de

"repère de brigands". Vraiment, le cynisme et l'hypocrisie de cette bourgeoisie décadente ne connaissent pas de limites !

Ainsi, la différence entre les petits et les grands gangsters impérialistes, c'est que les premiers ont la gueule de l'emploi alors que les seconds ont les moyens de se donner des allures respectables grâce au formidable appareil de manipulation médiatique dont ils disposent.

LA FRANCE "SOCIALISTE" : UN GRAND GANGSTER DECHU

Dans cette union sacrée des grands requins impérialistes, la France de Mitterrand est certainement la plus mal placée de tous pour se poser en donneur de leçon devant l'Irak. Qu'elle ait été quelque peu gênée aux entournures lorsqu'il s'agissait de condamner fermement les méthodes de brigandage de Saddam Hussein, on le comprend. Premier fournisseur occidental d'armes à l'Irak, le capital français tenait, il faut le dire, une affaire juteuse avec le conflit qui opposa Bagdad à Téhéran. Mais c'est surtout en qualité de gendarme le plus zélé du bloc américain que l'impérialisme français s'est particulièrement distingué au Moyen-Orient, notamment en 1987 avec sa participation massive au déploiement de l'armada occidentale venue soutenir l'Irak contre l'Iran au nom de la "liberté de circulation des navires commerciaux dans le Golfe". C'est la France qui, de toutes les puissances impliquées derrière la bannière US, s'est montrée la plus décidée, la plus volontaire. C'est elle qui, après la mise en évidence par les médias des méthodes "barbares" de Saddam Hussein, tel le gazage des populations kurdes en mars 1988, s'est montrée la plus timorée dans le choeur hypocrite de toutes les "protestations" du monde occidental. Et depuis, notre belle France "socialiste" n'a jamais cessé d'armer le régime sanguinaire de Saddam Hussein et de le couvrir d'éloges.

Ainsi, un an et demi après sa timide condamnation du massacre de la population kurde, voilà comment, par la voix de Chevènement, le gouvernement "socialiste", emboitant le pas de tous les gouvernements de droite qui l'ont précédé, a continué d'exprimer sa sympathie à ce régime mis aujourd'hui au banc des accusés : *"J'ai eu l'honneur de rencontrer Monsieur le Président Saddam Hussein, je l'ai trouvé plein d'énergie et de vivacité, soucieux du développement des relations avec la France et d'établir la paix dans la région. Il est un dirigeant courageux et aimé (...). Le président Saddam Hussein a une pensée claire et intéressante, qui le qualifie pour diriger son peuple vers la paix et la construction de son pays (...). J'ai trouvé chez le président Saddam Hussein une volonté réelle et sincère de réaliser la paix avec l'Iran ainsi que le souci d'établir la paix et la stabilité dans la région. Monsieur le Président a le respect et l'estime des dirigeants français."* (Interview accordée par Chevènement le 7/2/1990 à l'hebdomadaire irakien "Alif-Ba", au cours de son dernier voyage à Bagdad, citée par "Le Canard enchaîné" du 8/8/1990.) On comprend qu'après avoir étalé aussi ouvertement toute leur répugnante vénalité, nos dirigeants socialistes ne pouvaient que se débattre dans toutes sortes de contorsions pour sauver l'"honneur" et la "dignité" de la France. C'est bien ce qui explique, en partie, les hésitations d'un Mitterrand, cherchant pendant deux semaines à sauver l'image de l'Etat français en le présentant comme animé d'une "volonté de paix", de recherche d'une "solution négociée" avec son bien-aimé Saddam Hussein, en même temps qu'il envoyait ses troupes dans le Golfe. Voilà la belle hypocrisie de ce gouvernement socialiste qui, jusqu'alors, n'avait jamais répugné à mener des interventions militaires directes et musclées comme ce fut le cas au Tchad à plusieurs reprises, de la même façon que, en 1956, le

gouvernement "socialiste" de Guy Mollet n'avait pas hésité à envoyer le contingent en 1956 en Algérie, à torturer et massacrer à tour de bras !

Mais dans ce monde de gangsters, la France de Mitterrand se conduit aujourd'hui beaucoup plus en porte-flingue qu'en vrai caïd. Ainsi, alors que c'est au nom des "grandes valeurs de la civilisation", de la "démocratie", de la "sécurité du monde et de l'ensemble des résidents étrangers, otages de Saddam Hussein", que les USA ont justifié dès le début leur croisade impérialiste, quel fut le premier motif officiel de l'Etat français ? Assurer la sécurité de NOS ressortissants français (en réalité, il s'agissait surtout de sauvegarder ses propres intérêts économiques dans le Golfe) ! A côté des USA, la France socialiste, avec une telle attitude basse et mesquine, ne vaut vraiment pas mieux que ces petits maquereaux de quartier qui, dans les années 30, défendaient, dans les grandes villes américaines, leur bout de trottoir sous la houlette du "syndicat du crime".

Et c'est la même arrogance bornée, propre à ce type de voyou minable, qu'affichait d'ailleurs le socialiste Chevènement, chef de l'aile gauche du PS, lorsqu'avec ses mouvements de menton et son torse bombé, il vantait à la TV la "redoutable efficacité de nos hélicoptères français". Mais il est clair que les rododromades de la France et ses velléités d'indépendance vis-à-vis du chef de gang ne pouvaient que faire long feu aux ordres musclés du grand caïd américain. A vouloir chausser les bottes de sept lieues de De Gaulle, Mitterrand le Petit s'est bien cassé le nez. C'est la queue entre les pattes qu'il a été contraint de regagner les rangs derrière les USA. En menant cette gigantesque offensive contre l'Irak, les USA entendent bien signifier à tous leurs complices que ce sont bien eux les maîtres et que la seule loi respectable en ce monde ne peut être que celle du plus fort. Toute attitude récalcitrante sera payée par des sanctions. Quand on n'a pas les moyens de ses ambitions, on ne joue pas au plus malin. C'est malheureusement ce que le petit gendarme français n'a pas compris lui non plus. Désormais, ce sont les USA qui, en destituant la France de ses fonctions au Moyen-Orient, vont eux-mêmes faire respecter leur ordre capitaliste.

Voilà quel est le vrai visage de tous les dirigeants de nos grandes démocraties occidentales. Un système qui pourrit sur pied ne peut être gouverné que par la pègre. La loi dont se revendique toute cette bourgeoisie décadente, avec son "droit international", sa "charte de l'ONU", sa "déclaration des droits de l'homme", derrière lesquels s'abritent les grandes démocraties occidentales pour justifier leurs crimes, n'est rien d'autre que la loi du milieu.

Avril (18/08/1990)

(1) Ce ne serait pas la première fois que la bourgeoisie américaine procède de cette façon. Ainsi, à une échelle bien plus vaste, cette bourgeoisie a eu l'occasion de tendre la perche à son futur ennemi pour que celui-ci fasse le premier pas dans une guerre devenue inévitable et se présente de la sorte comme l'"agresseur". Il s'agit de l'attaque japonaise du 8 décembre 1941 contre la flotte américaine du Pacifique basée à Pearl Harbor (Hawaï), qui provoqua l'entrée officielle des USA dans la seconde guerre mondiale. Il a été clairement démontré, a posteriori, que c'est le président américain Roosevelt qui a tout fait pour inciter le Japon à prendre une telle initiative, notamment en réduisant au minimum les moyens de défense de la base (la presque totalité des soldats US étaient en permission) alors qu'il savait pertinemment que ce pays s'appêtait à entrer dans la guerre. L'attaque japonaise de Pearl Harbor allait ainsi permettre de constituer, autour de Roosevelt, l'"union nationale" pour la guerre et faire taire les résistances, tant dans la population que dans certains secteurs de la bourgeoisie US, contre cette politique.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Golfe Persique :

LE CAPITALISME, UN SYSTEME QUI SEME LA MORT

BORDEAUX :

Réunion publique le 27 octobre à 17 h, au café des Arts : 138, cours Victor Hugo. Au comptoir, demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique : le vendredi 14 septembre à 20 h 30, ancien lycée Blaise-Pascal : 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Nous tiendrons un stand à la Braderie de Lille toute la journée du dimanche 2 septembre.

Réunion publique le samedi 15 septembre à 14h30 à la MNE : 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le vendredi 7 septembre à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.

Permanence le mercredi 26 septembre à 18h au café "Le Français" 2, place A. Poncet, Lyon 2ème, M° Bellecour.

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le dimanche 9 septembre à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 8 septembre à 17 h à la Brasserie du Printemps, 44, bd Charles Nedelec (1er) (face gare St Charles).

Permanence le mercredi 26 septembre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.

Vente de la presse le samedi 15 septembre au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunions publiques : le 1er septembre à 17 h à au "Foyer du Jeune Travailleur" : 3, bd Vincent Gache (Beaulieu) et le

22 septembre à 17 h à "La Fraternité Protestante" : 3, rue de l'Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanences : les vendredis 7 septembre et 12 octobre à 20h30 à "La Fraternité Protestante" (adresse ci-dessus).

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les 22 septembre et 20 octobre, de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 15 septembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

Permanences tous les samedis, de 18h à 20h, à la même adresse.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 22 septembre à 14h30 à la Halle aux Toiles.

Vente de la presse au marché du Clos St Marc, le dimanche 9 septembre de 11h à 12h.

TOULOUSE :

Réunion publique le 14 septembre à 21 h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanences : les vendredis 7 et 21 septembre à 18h30, même adresse que pour la RP.

Vente de la presse le dimanche 16 septembre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :

Réunion publique le 29 septembre à 17 h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Permanence : le 7 septembre et le 13 octobre à 17 h à la même adresse

ARMES CHIMIQUES

L'INFAMIE DE CEUX QUI NOUS GOUVERNENT

■ La psychose de la guerre chimique règne parmi la population d'Israël et des "territoires occupés" placés sous la menace directe des missiles et de l'aviation irakienne. En Israël, comme partout, le cynisme de la classe dominante atteint des sommets.

Dans un premier temps, le gouvernement a annoncé que ces masques ne seraient pas distribués à la population des "territoires occupés", coupable du péché de sympathie envers l'Irak de Saddam Hussein. Dans un second temps, que les masques à gaz seraient distribués gratuitement aux citoyens israéliens alors que les habitants des "territoires occupés", eux, devraient les payer. Comme ceux-ci n'ont probablement pas les moyens de cette dépense, cela revient finalement au même. Troisième temps, le gouvernement a décidé de surseoir à toute distribution sous le prétexte fallacieux de ne pas provoquer Saddam Hussein car cela pourrait lui faire croire qu'Israël prépare une offensive !

Les populations civiles ont toujours fait l'objet du chantage à la terreur de l'impérialisme. Les exemples ne manquent pas et le cynisme de l'Etat israélien rappelle la situation en France en 1938 quand, face aux bruits de bottes nazies en Europe, le très "démocratique" et "socialiste" gouvernement de Léon Blum avait décidé la distribution de masques à gaz aux seuls citoyens français, les étrangers, en grande masse des travailleurs immigrés, étant laissés cyniquement sans aucune protection. La bourgeoisie américaine, durant la seconde guerre mondiale, n'a pas fait mieux, parquant les citoyens d'origine japonaise de son propre Etat dans les zones susceptibles de subir une attaque de l'empire du Soleil-Levant.

Tout le battage actuel sur les otages occidentaux en Irak est pure hypocrisie pour justifier de futurs massacres des populations civiles, lesquelles constituent dans tous les conflits impérialistes l'immense majorité des "morts pour la patrie". Otage, mais c'est toute la population mondiale qui, depuis des décennies, est prise en otage sous la menace des missiles atomiques pointés sur toutes les grandes agglomérations de la terre. Nous sommes tous les otages de la barbarie guerrière du capital, deux guerres mondiales ont amplement démontré que la bourgeoisie n'a jamais hésité à sacrifier sur l'autel de ses appétits impérialistes des dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Tout le reste n'est que propagande.

UN SYSTEME QUI SEME LA MORT

ces dernières années, sur l'élimination des armes chimiques.

Nous avons présente sous les yeux la preuve, éclatante, saisissante, que le militarisme et la guerre ne sont pas seulement l'expression d'une politique de bloc : la bourgeoisie occidentale a voulu nous faire croire que l'existence du bloc russe était l'unique fauteur de guerre, comme en un autre temps, le nazisme. Aujourd'hui, ces balivernes ne sont plus de mise. La politique de bloc a disparu avec l'implosion du bloc russe, mais les tensions impérialistes ne se sont pas évaporées pour autant.

Pas davantage qu'avant, la "paix" n'est à l'ordre du jour. Les tensions impérialistes se développent de plus en plus dans l'arène mondiale et les armes sont de plus en plus présentes. L'impérialisme, comme le militarisme et la guerre qui en sont les manifestations et les conséquences, ne sont pas plus l'oeuvre d'un pays ou d'un groupe de pays que d'une idéologie particulière (stalinisme, fascisme ou fanatisme religieux). Ils sont les produits de l'évolution mondiale du capitalisme pourrissant comme un tout. Ils font partie des lois et des mécanismes du capitalisme en crise. Ils sont le mode de vie même du capitalisme décadent dans son ensemble et sont inscrits, ancrés en plein coeur de cette société, liés à l'exacerbation des guerres commerciales que se livrent tous les Etats sur le marché mondial.

Non seulement, dans ce cadre, la logique de la guerre domine l'économie mondiale, entraînant une militarisation croissante de la société, mais jamais le monde n'a pu connaître le moindre moment de paix depuis la seconde guerre mondiale. "La paix" n'est plus qu'une vaste illusion, une totale mystification entretenue par la bourgeoisie.

LE DECHAINEMENT DE LA BARBARIE DANS LE CONFLIT DU GOLFE...

Mais en même temps, la tournure dramatique des événements du Moyen-Orient actuellement est l'expression de conflits de type nouveau qui n'ont plus rien à voir avec la menace d'un affrontement -par Etats interposés- entre deux blocs impérialistes que nous avions connue auparavant. Cette situation est le révélateur d'un phénomène historique particulier, à l'intérieur même de la décadence capitaliste et de la logique de l'impérialisme. La décomposition est la traduction d'une tendance irréversible vers une déstabilisation croissante de l'ensemble du monde capitaliste en crise, dont la disparition du bloc de l'Est a représenté la manifestation la plus importante et l'illustration la plus spectaculaire jusqu'ici, et dont les événements du Moyen-Orient sont un autre effet. Cette dislocation est le produit significatif de l'impasse où se trouve plongé l'ensemble de la société face à la crise du capitalisme (voir l'article : "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", dans la Revue internationale du CCI n° 62). La gangrène, le véritable pourrissement sur pied de la société qui en résulte s'exprime dans les rapports entre Etats capitalistes par une tendance vers la débâcle générale, l'affirmation d'une politique de "chacun pour soi", le débridement des tensions impérialistes et le déchaînement d'une barbarie de plus en plus incontrôlée.

La situation actuelle atteste ainsi que les deux blocs impérialistes ont volé en éclats : celui de l'Est s'est volatilisé, celui de l'Ouest, qui a perdu toute sa raison d'être, se retrouve en pleine dislocation, en proie à des convulsions de plus en plus violentes. Au sein de ce qui constituait ce dernier, chaque puissance impérialiste, petite ou grande, pour satisfaire des appétits aguichés par la nouvelle donne de la situation mondiale et cherchant à profiter de l'instabilité grandissante, est de plus en plus tentée de rompre la "discipline" antérieure et de jouer ses propres cartes avec de plus en plus d'indépendance.

La véritable "aventure" dans laquelle s'est lancé l'Irak de Saddam Hussein avec l'invasion et l'annexion du Koweït est

l'expression la plus affirmée de ces aspirations. C'est la première manifestation ouverte de la pression poussant vers l'éclatement de la cohésion du bloc occidental. Cela aurait été impensable il y a seulement un an comme en témoigne le sort réservé auparavant aux vellétés d'autonomie impérialiste de la Libye au Tchad ou de la Syrie au Liban, vellétés étouffées dans l'oeuf. Elle atteste aussi l'extraordinaire rapidité avec laquelle se développe ce processus de décomposition : cette "aventure" apporte un nouveau et puissant facteur de déstabilisation dans la situation mondiale, au coeur d'une région économique et stratégique de première importance qui concentre 70% des réserves pétrolières mondiales.

La réaction, à coup sûr mûrement élaborée par les Etats-Unis, ne fait que correspondre au niveau requis par la gravité d'une situation qui, non seulement remet en question de façon inadmissible, d'un point de vue capitaliste, la suprématie mondiale des USA mais encore menace directement la stabilité du monde dont ceux-ci entendent continuer à assumer la responsabilité générale.

La démonstration de force des USA, illustrée par l'ampleur des moyens militaires mis en oeuvre, comme leur attitude de fermeté extrême et d'intransigeance -dédaignant toute offre de négociation-, représente une claire volonté de "mettre le paquet", d'aller jusqu'au bout : l'écrasement militaire de l'Irak.

Cette détermination répond à plusieurs objectifs :

- il s'agit d'infliger à l'Irak une correction "exemplaire" et mémorable capable d'intimider et de dissuader tous ceux qui seraient tentés de l'imiter, en particulier au Moyen-Orient

- apparaître aux yeux des autres puissances impérialistes comme la seule en mesure de s'opposer au chaos et de sauvegarder une "stabilité" minimale dans le monde. C'est ainsi que les USA ont pu contraindre les autres Etats à une "solidarité" forcée face à l'Irak et à resserrer les rangs autour d'eux, sous leur "parapluie" militaire, face au risque d'aggravation du chaos. Cela concerne notamment les plus forts, ceux, comme l'Allemagne ou le Japon, qui pourraient eux aussi, à la faveur de la disparition de la menace de l'URSS, contester la prééminence américaine en poussant leurs avantages économiques actuels sur une économie US de moins en moins compétitive.

Dans cette mesure, comme le souligne "L'Express" (qui connaît bien les préoccupations majeures de la bourgeoisie) dans son numéro spécial sur le Moyen-Orient du 24 août : "L'un des objectifs de la croisade américaine est sans conteste d'affirmer le leadership mondial des Etats-Unis dans la période ouverte par l'après-après-guerre." (Autrement dit, aujourd'hui, après la disparition des blocs.) L'attitude de l'URSS dans la crise du Golfe, elle, démontre qu'elle n'est plus à aucun niveau un rival sérieux pour les Américains. L'alignement de la politique de l'URSS sur les Etats-Unis, consécutive à l'effondrement du bloc qu'elle avait en tutelle, outre qu'il sanctionne le fait que l'URSS ne dispose plus d'aucun moyen de mener une politique impérialiste indépendante d'envergure à l'avenir (1), trouve sa source dans les nouveaux liens de dépendance de l'URSS qui se sont créés vis-à-vis des USA.

...UNE ILLUSTRATION DE LA DECOMPOSITION GENERALISEE DU CAPITALISME

Cependant, la démonstration de force affichée et utilisée par les Etats-Unis eux-mêmes aujourd'hui sur le terrain militaire constitue un important aveu de faiblesse réelle. Cela reflète qu'en fait, ils sont de moins en moins capable d'affirmer une hégémonie économique par rapport à ses principaux concurrents sur le marché, particulièrement le Japon et l'Allemagne, et qu'ils sont de plus en plus contraints de recourir à la seule force militaire pour continuer à asseoir

(SUITE DE LA PAGE 1)

leur domination, qu'ils entendent bien faire respecter, sur le monde. Comme ils le montrent dès aujourd'hui à travers leur coup de force sur le Golfe, ils seront de plus en plus amenés à ne plus compter sur aucun autre pays pour assumer ce rôle de gendarme du monde : déjà, ils ont annoncé le maintien de leur présence militaire massive au Moyen-Orient au moins jusqu'en 1992.

Cela annonce le rôle qu'ils devront jouer de plus en plus nettement à l'avenir : enserrer le monde dans un corset de fer pour empêcher son éclatement, son atomisation. Même leur action dans ce domaine ne peut aller, au contraire de leurs intentions, que dans le sens d'accroître le chaos grandissant. Et ce chaos sera sanglant.

Certes, à travers les moyens militaires faramineux dont ils disposent, l'issue de la confrontation actuelle engagée ne fait aucun doute : Saddam Hussein, qui réagit désormais comme une bête traquée, ne pourra qu'être mis à genoux mais cette raclée, les Etats-Unis n'ont pas d'autre moyen de l'imposer que dans un bain de sang, sous un déluge de bombes et de feu. C'est un très lourd tribut que vont devoir payer les populations civiles locales : après avoir subi un blocus qui les réduit à la famine la plus noire, après des années de guerre qui ont déjà largement décimé leurs rangs, elles vont, impuissantes, subir les plus atroces massacres perpétrés par la barbarie capitaliste déchaînée dans une horreur qu'on a peine à s'imaginer par avance.

Depuis plusieurs jours, la bourgeoisie occidentale feint de s'émouvoir sur le sort des "otages" au Koweït et en Irak. Ce n'est qu'un alibi qui sert à nous entraîner derrière sa mobilisation contre S. Hussein. La bourgeoisie s'est toujours moquée comme d'une guigne du sort qui est réservé aux otages, ainsi qu'elle l'a montrée fin 1979 avec les 50 otages de l'ambassade américaine, qu'elle n'a pas hésité à utiliser, tout aussi bien que Khomeiny de la manière la plus sordide, à l'époque, pour extorquer aux contribuables une augmentation des crédits militaires.

Elle n'hésitera jamais à sacrifier des otages comme elle a toujours sacrifié des millions de vies humaines dans ses guerres impérialistes et sous ses bombes. Nous sommes tous des otages permanents entre les mains du capitalisme et de sa folie meurtrière.

La "remise au pas" de l'Irak ne va pas régler la situation au Moyen-Orient; d'ores et déjà, d'autres tensions guerrières y sont présentes, préparant d'autres holocaustes dans cette région.

Il n'y a pas d'avenir dans le capitalisme pour le prolétariat comme pour l'ensemble de l'humanité. La perspective qu'il réserve à tous, c'est seulement la présence permanente de la guerre et de la mort qui est inscrite à travers le développement dans tous les coins du monde de conflits de même nature que celui du Golfe aujourd'hui, marqués du sceau toujours plus terrible d'un chaos et d'une barbarie que la bourgeoisie pourra de moins en moins contrôler et maîtriser, mais qu'elle engendrera et attisera toujours plus largement.

La gravité des enjeux contenus dans la période présente appelle la responsabilité du prolétariat, seul capable de mettre un terme au déchaînement de la barbarie du capitalisme.

Y.D. (25/8/90)

(1) Sa très faible participation à l'opération militaire du Golfe, dont elle partage pourtant pleinement les objectifs, s'explique par l'extrême affaiblissement de son armée, en pleine désagrégation et incapable de maîtriser la situation intérieure. La grossièreté des "arguments" avancés le 17 août dernier par un haut responsable de la défense de l'URSS pour justifier cette faible participation en dit long sur l'impuissance de ce pays : "Contrairement à l'armée américaine, l'armée Rouge n'a pas pour vocation d'intervenir en dehors des frontières et ne l'a jamais fait (sic)."

"CHOC PETROLIER"

UN PRETEXTE POUR ATTAQUER ENCORE PLUS LES OUVRIERS

■ Ce n'est pas seulement entre eux que les capitalistes, individuellement ou regroupés en nations, entretiennent des rapports de gangsters (voir notre article sur le sujet dans ce numéro). Vis-à-vis des classes exploitées, c'est encore dans la pratique des truands qu'ils trouvent leur modèle, en particulier pour ce qui est du recours aux mensonges les plus cyniques afin de justifier leur système d'exploitation. On connaît le mensonge classique employé pour justifier le racket : casser la vitrine d'un commerçant pour entrer ensuite dans le magasin et offrir une "protection" moyennant le versement régulier d'une somme d'argent. C'est avec le même cynisme que la classe dominante "explique" aujourd'hui la crise économique et cherche à "justifier" les nouveaux sacrifices qu'elle impose aux exploités.

Avec l'impunité que leur donne le pouvoir absolu sur tous les médias "démocratiques", les gangsters qui nous gouvernent s'appliquent, avec la ténacité et la méthode du plus totalitaire des Goebbels, à inculquer dans la population deux gigantesques mensonges :

1) la crise économique (qui se traduit déjà par de nouveaux licenciements, la baisse des niveaux de vie des travailleurs, etc.) est le résultat de "la crise du Golfe" et de la hausse des prix du pétrole que celle-ci provoque sur les marchés spéculatifs ;

2) la seule issue à une telle situation est l'acceptation "responsable" par les travailleurs de nouveaux sacrifices, d'une nouvelle aggravation de l'exploitation et de la misère.

On connaît la chanson. A peu de chose près, c'est le même discours qu'ils nous avaient tenu lors des deux grandes récessions ouvertes précédentes. L'explosion du chômage et la chute violente des salaires réels qui ont accompagné les récessions de 1974-75 et 1979-82 avaient aussi été justifiées par des "chocs pétroliers" accompagnant des tensions militaires au Moyen-Orient.

Il est vrai que cette fois-ci, il y a encore plus péril en la demeure : il n'y a pas si longtemps que, devant l'effondrement des pays de l'Est, ces mêmes médias nous distillaient, jusqu'à la nausée, d'interminables louanges de l'efficacité et des bienfaits du capitalisme à l'occidentale". Or, la réalité est en train de démentir violemment toute cette pourriture idéologique.

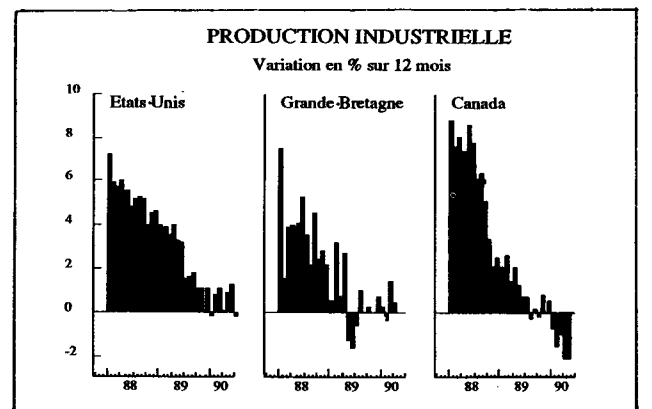
L'aggravation de la crise économique a commencé bien avant la crise du Golfe

Il suffit de jeter un coup d'oeil, même rapide, sur l'évolution de l'économie occidentale au cours des dernières années pour mettre en évidence l'énormité du mensonge qui prétend faire du bouc émissaire irakien la cause de tous les maux économiques.

Sur ce plan, les années 80 ont été marquées, successivement, par l'effondrement des pays dudit "Tiers Monde" puis par celui des pays de l'Est, l'URSS en tête. Les puissances industrielles occidentales n'ont "surmonté" la grande récession ouverte de 1979-82 qu'en reportant les effets de la crise sur les économies les plus faibles (justement le "Tiers Monde" et les pays de l'Est, qui, eux, sont restés depuis lors dans les abîmes de la pire dépression économique de leur histoire), et en ayant recours à une fuite éfrénée dans le crédit et l'endettement à outrance. Le véritable "moteur" de la prétendue "prospérité des années Reagan", dans les puissances occidentales, n'a été autre que l'explosion de l'endettement et des déficits du capital américain, qui achetait de tout à tout le monde... mais à crédit. Depuis l'avertissement du "krach" boursier de 1987, qui traduisait à quel point toute cette "croissance économique" ne reposait que sur le sable de la spéculation et des dettes impayées, l'ensemble des économies occidentales connaît un ralentissement de plus en plus marqué de leur activité économique. C'est bien avant le 2 août 1990 que tous les signes de la marche vers une nouvelle récession ouverte se sont multipliés. Nous n'avons cessé de les mettre en évidence depuis lors dans notre presse. La chute de la croissance industrielle depuis la fin 1987 dans les puissances industrielles occidentales est particulièrement éloquent.

Comme on le voit sur le graphique, c'est bien avant le hold-up du "diabolique Saddam" que la chute de la croissance industrielle se manifeste ouvertement dans les grandes puissances.

Parmi les sept "grands", seule l'Allemagne, contrainte de faire artificiellement tourner ses usines pour tenter de "re-construire" le cadeau empoisonné de la RDA, fait, pour le moment, exception. Mais pas plus qu'en 1974-75 ou en 1979-82, son économie, fondée sur les exportations, ne résistera au rétrécissement accéléré du marché américain. Le capital ja-



ponais lui-même a vu décroître régulièrement sa croissance industrielle, en même temps que se rétrécissait son fameux surplus commercial : entre mai 1989 et mai 1990, celui-ci s'est réduit de 50 %, ses exportations d'acier ont chuté de 22 % et celles d'automobiles de 33 %. Au cours de l'année 1989, le nombre de faillites a fait un bond dans tous les grands pays : pour la Grande-Bretagne, au cours du premier semestre 1990, avant donc l'invasion de sa semi-colonie koweïtienne, le nombre de faillites était le plus élevé depuis dix ans. En Suède, le "modèle" du capitalisme occidental à la sauce social-démocrate connaît depuis le début de cette année une des pires récessions ouvertes de son histoire. Les paniques boursières, qui secouent régulièrement la finance internationale depuis deux ans, n'en sont qu'une manifestation de plus.

Quant à l'emploi, les derniers mois ont vu se multiplier les licenciements et les annonces de licenciements dans tous ces pays. Depuis la fermeture d'usines de General Motors aux États-Unis jusqu'à l'annonce de 10 000 licenciements par le géant Philips, c'est bien avant la crise du Golfe que les travailleurs occidentaux savent à quoi s'en tenir (voir à ce sujet les articles de "RI" et de la "Revue internationale" au cours des derniers mois).

(SUITE PAGE 7)

9ème CONGRES DE R.I.

ARMER L'ORGANISATION POUR FAIRE FACE A DES ENJEUX HISTORIQUES REHAUSSES

■ C'est dans le contexte d'un enfoncement irrémédiable du système capitaliste dans sa phase de décomposition que s'est tenu, en juillet 1990, le 9e congrès de la section en France du CCI. Conscient de la gravité des enjeux qui sont aujourd'hui posés à la classe ouvrière, il importait que ce congrès soit en mesure d'armer notre organisation en dégagant des perspectives d'activités claires face aux gigantesques bouleversements qui ébranlent aujourd'hui le monde capitaliste.

Dans le but d'assumer pleinement ses responsabilités et de peser avec le maximum d'efficacité possible dans le rapport de force entre les classes en faveur du prolétariat, ce 9e congrès se devait, d'abord et avant tout, de participer à clarifier, approfondir et homogénéiser l'analyse de la situation actuelle à toute l'organisation, et de la doter de perspectives claires d'intervention dans les années à venir, alors que celle-ci va devoir chercher à peser de plus en plus dans les luttes. Mais dans le même temps, elle se devait de mettre en avant la nécessité du renforcement de l'organisation pour que celle-ci, non seulement puisse faire face aux exigences accrues de la situation, mais aussi au danger mortel que fait peser sur elle le capitalisme en décomposition.

1) Faire face à une situation de plus en plus complexe

Comprendre la situation dans laquelle elles interviennent a toujours constitué une responsabilité et une nécessité vitale pour les organisations révolutionnaires, et une préoccupation constante du CCI d'autant que celle-ci va être de plus en plus marquée par le chaos et l'instabilité généralisée.

Ainsi ce congrès a été capable d'illustrer et d'utiliser le seul cadre d'analyse permettant de comprendre toute la vie de la société dans la période actuelle, celle de sa décomposition, phase ultime de sa décadence.

Il a par ailleurs, au niveau de la crise économique et de la guerre, dégagé clairement les perspectives suivantes (voir article ci-dessous) :

- L'approfondissement de la récession actuelle, déjà présente aux USA et en Grande-Bretagne, va ravager l'économie tous les pays d'Europe et les USA ;

- Les conflits impérialistes vont connaître, en dépit de la fin de la division du monde en deux grands blocs antagonistes rivaux, une recrudescence sous la forme de guerres locales - véritables fuites en avant face à la crise économique - de plus en plus meurtrières où seront impliquées directement les grandes puissances (la réalité n'a pas tardé à confirmer pleinement la véracité de cette analyse).

Mais c'est fondamentalement au niveau de la lutte de classe qu'il appartenait à ce congrès de permettre au CCI de coller à l'évolution de la situation en mettant en évidence que les luttes récentes qui se sont déroulées en Europe de l'Ouest (Italie, Espagne...) sont le signe que la classe ouvrière a commencé à se ressaisir.

Malgré le coup qu'elle a subi avec l'effondrement du bloc de l'Est et malgré le battage guerrier actuel, la classe ouvrière, confrontée à des attaques de plus en plus massives et frontales du fait de la récession, ne peut que s'engager à terme dans une dynamique de développement de ses luttes. C'est dans ce processus et pour favoriser son développement que dès aujourd'hui les révolutionnaires doivent se mettre au premier plan au sein de leur classe.

2) Une intervention de plus en plus déterminée dans la situation

Leur intervention doit être d'autant plus claire et déterminée qu'elle va se heurter à plus de difficultés encore que par le passé, du fait d'une méfiance accrue des ouvriers par rapport à ceux qui se revendiquent de la révolution communiste, du fait également que les syndicats occupent tout le terrain social, et du fait enfin que la confiance de la classe ouvrière en ses propres forces et en son avenir propre s'est trouvée ébranlée.

Elle doit se fixer comme tâche d'armer à différents niveaux la classe pour développer son combat :

- par la mise en évidence des enjeux tels qu'ils se posent dans la phase actuelle de décomposition et qui la place plus que jamais devant ses responsabilités historiques ;

- par la mise en relief de la faillite du capitalisme mondial à travers le développement accéléré de la crise économique et de ses implications dramatiques pour les conditions de vie ouvrières ;

NOTRE ANALYSE SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

■ Depuis un an, avec l'effondrement du bloc de l'Est, le capitalisme s'est enfoncé dans la phase ultime de sa décadence, phase marquée par une décomposition irréversible qui, telle une gangrène, se généralise et soumet progressivement toute l'humanité à une barbarie sans limite. Le capitalisme ne peut aujourd'hui qu'offrir une misère de plus en plus noire à la classe ouvrière des pays centraux et la mort à des masses humaines de plus en plus larges de par le monde, soit par la généralisation de la famine, soit par celle des tensions guerrières (comme en témoignent actuellement la multiplication des massacres en Afrique par exemple, et encore plus le nouvel embrasement qui couve dans le Golfe), soit le plus souvent par les deux à la fois.

La classe ouvrière, seule classe capable d'apporter une solution à ce système en crise et à sa barbarie, un temps déboussolée et même marquée négativement par la tournure qu'a prise la situation mondiale depuis un an et les campagnes intenses que lui a assénées la bourgeoisie, a commencé dès le printemps dernier à reprendre le dessus. C'est ainsi qu'elle donnait un nouvel élan au développement de ses luttes sur son terrain de classe et pour défendre ses intérêts de classe, élan qui, malgré l'arrêt momentané que lui imprimait aujourd'hui les campagnes guerrières, ouvre au niveau de la période une dynamique de développement des combats de classe. Cette dynamique ne pourra que se trouver renforcée par les effets de la récession dans laquelle s'installe aujourd'hui le capitalisme.

LE DEVELOPPEMENT DE LA RECESSION OUVERTE

Le mythe de la "sortie de la crise" par le "libéralisme" et les "reaganomics", et qui a connu son heure de gloire au milieu des années 80, est aujourd'hui en train de crever comme une bulle de savon. Les prétendus "succès" des économies occidentales étaient en réalité basés sur une fuite en avant à corps perdu constituée principalement par un endettement gigantesque, notamment de la part de la première puissance mondiale, les Etats-Unis. Par d'énormes déficits de sa balance commerciale et de son budget, par une course effrénée aux dépenses d'armements, ce pays a permis de repousser pendant des années l'échéance d'une nouvelle récession ouverte, laquelle constitue, pour la bourgeoisie, la hantise majeure dans la mesure où c'est la manifestation de la crise qui met le mieux en évidence la faillite complète du mode de production capitaliste. Mais une telle politique, forme "occidentale" de la tricherie avec la loi de la valeur, ne pouvait qu'exacerber encore plus les contradictions de fond de l'économie mondiale. Aujourd'hui, l'entrée des Etats-Unis, de même que de la Grande-Bretagne, dans une nouvelle récession ouverte constitue une illustration de cette réalité. Cette nouvelle récession de la première économie mondiale, au même titre que les précédentes, ne peut, à terme, qu'entraîner celle des autres économies occidentales.

En effet, la fermeture du marché américain, qui se profile, va se répercuter (et a déjà commencé à se répercuter pour un pays comme le Japon) sur l'ensemble du marché mondial, faisant notamment plonger la production des pays d'Europe de l'Ouest (même si, dans l'immédiat, cette production se trouve soutenue en RFA par l'unification des deux Allemagnes). De plus, le facteur d'atténuation des effets et du rythme de la crise que pouvait constituer la politique de capitalisme d'Etat à l'échelle du bloc occidental pourra de moins en moins jouer son rôle avec la désagrégation de ce dernier, désagrégation qu'entraîne nécessairement la disparition du bloc adverse. Ainsi la perspective de l'économie mondiale

est, plus que jamais, celle de la poursuite et de l'aggravation de son effondrement. Pendant toute une période, les pays du centre du capitalisme ont pu repousser les manifestations les plus brutales de la crise, dont l'origine se situe pourtant en ce même centre, vers la périphérie. De plus en plus, comme un choc en retour, ces formes les plus extrêmes de la crise vont revenir frapper de plein fouet ces pays centraux. Ainsi, après le "tiers-monde", après les pays du bloc de l'Est, et même si elles disposent de plus d'atouts pour en atténuer quelque peu les dégâts, les métropoles capitalistes d'Occident sont inscrites sur la liste noire de la catastrophe économique.

Par ailleurs, la réintroduction en catastrophe des mécanismes du marché dans les pays de l'Est, n'ouvre aucune perspective réelle de relance de l'économie mondiale dont le maintien à flot depuis deux décennies repose également sur une tricherie avec cette même loi de la valeur. En effet, à part quelques exceptions et situations spécifiques (comme l'Allemagne de l'Est), l'ensemble des pays de l'Est, et particulièrement l'URSS, ne saurait constituer un nouveau marché pour la production des pays industrialisés. Les besoins y sont immenses, mais les moyens de paiement totalement absents et les conditions historiques actuelles interdisent toute mise en place d'un quelconque nouveau "plan Marshall". Comme ce fut déjà le cas durant les années 70 dans les pays du "tiers monde", les crédits occidentaux destinés à financer un tel développement dans les pays de l'Est ne pourraient aboutir à d'autre résultat que d'accroître encore leur endettement déjà considérable et alourdir, de ce fait, le fardeau de la dette qui pèse sur l'ensemble de l'économie mondiale.

LE DEVELOPPEMENT DES TENSIONS IMPERIALISTES

L'aggravation de la crise mondiale de l'économie capitaliste va nécessairement provoquer une nouvelle exacerbation des tensions impérialistes.

En ce sens, les illusions pacifistes qui pourraient se développer à la suite du "réchauffement" des relations entre l'URSS et les Etats-Unis doivent être résolument combattues : les affrontements militaires entre Etats, même s'ils ne sont plus manipulés et utilisés par les grandes puissances, ne sont pas prêts de disparaître. Bien au contraire, comme on l'a vu dans le passé, le militarisme et la guerre constituent le mode même de vie du capitalisme décadent que l'approfondissement de la crise ne peut que confirmer. Cependant, ce qui change avec la période passée, c'est que ces antagonismes militaires ne prennent plus à l'heure actuelle la forme d'une confrontation entre deux grands blocs impérialistes. D'une part, parce que le bloc de l'Est a cessé d'exister, comme l'illustre le fait que, dès maintenant, sa puissance dominante en soit réduite à lutter pour sa simple survie comme Etat. Et d'autre part, parce qu'avec la disparition de sa principale raison d'existence, c'est-à-dire la menace militaire du bloc russe, le bloc occidental lui-même est entré dans un processus de désagrégation qui ne peut aller qu'en s'amplifiant.

La disparition des deux constellations impérialistes qui se sont partagées le monde depuis plus de quarante ans porte avec elle la tendance à la reconstitution de deux nouveaux blocs : un bloc dominé par les Etats-Unis et l'autre dominé par un nouveau leader, rôle pour lequel l'Allemagne (du fait de sa puissance économique et de sa place géographique) serait la mieux placée. Mais une telle perspective n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour du fait essentiellement du frein majeur que constitue le phénomène de décomposition qui af-

- par la dénonciation des mystifications et idéologies de type démocratique ("réformiste") et de leurs principaux propagateurs en milieu ouvrier que sont les syndicats dont le but essentiel est de la dévoyer sur le terrain bourgeois ;

- en renforçant sa confiance en elle-même à travers le rappel de son expérience historique alors que la bourgeoisie fait tout pour l'en couper.

Sur le terrain même des luttes, l'organisation se trouve confrontée à la responsabilité d'être la plus possible partie prenante des expressions de la combativité ouvrière pour :

- combattre les tentatives de la gauche, des syndicats et des gauchistes qui visent à les dévoyer de leur terrain de classe, vers le terrain interclassiste (anti-racisme, régionalisme...) ;

- combattre les illusions ou faiblesses au sein de la classe même (corporatisme) ;

- mettre en avant les moyens du renforcement de la lutte par son élargissement et sa prise en mains par les ouvriers eux mêmes.

3) Défendre et renforcer l'organisation

Cette orientation d'activité figurait déjà au centre des préoccupations du 8e congrès de RI et du dernier congrès du CCI. Et déjà la mise en avant de cette nécessité était fondée sur l'influence qu'exerce la décomposition de la société jusqu'au sein des organisations révolutionnaires qui, même si elles sont moins vulnérables à ses effets (individualisme, perte de vue de la perspective révolutionnaire, nihilisme...) ne sont cependant pas immunisées contre. Or, si le CCI s'est déjà donné les moyens de lutter contre une telle influence, il s'agit d'un combat permanent, qui non seulement ne tolère aucun relâchement, mais encore demande à être amplifié, vu l'accélération de ce phénomène.

C'est avec une confiance renforcée dans les capacités de la classe ouvrière que le 9e congrès de RI a conclu ses travaux : Avec la récession mondiale qui s'installe aujourd'hui, les conditions pour un développement des luttes ouvrières se réunissent. Mais autant était profonde sa conviction de cette perspective, autant était grande sa conscience des difficultés que la classe ouvrière (et le CCI en son sein) va rencontrer sur ce chemin. Ce chemin est difficile mais c'est son chemin.

R.I. (juillet 1990)

fecte l'ensemble de la société et dont le chaos croissant qu'il provoque au sein de la classe dominante limite les capacités de celle-ci à se donner la discipline nécessaire à l'organisation de nouveaux blocs impérialistes.

LE DEVELOPPEMENT DU CHAOS ET DE LA DECOMPOSITION DE LA SOCIETE

Le fait même qu'un pays comme l'Allemagne, qui constituait un "modèle" de stabilité tant économique que politique, soit aujourd'hui durement secoué par le cyclone venu de l'Est en dit long sur la menace générale de déstabilisation qui pèse sur l'ensemble de la bourgeoisie européenne et mondiale. Ainsi, le futur que nous offre le capitalisme n'est pas seulement celui d'une crise insoluble aux effets économiques de plus en plus dévastateurs (famines dans les pays arriérés, paupérisation absolue dans les pays avancés, misère généralisée pour l'ensemble de la classe ouvrière). Il est aussi celui d'affrontements militaires de plus en plus brutaux là où le prolétariat n'aura pas la force de les empêcher. Il est enfin celui d'un chaos grandissant, d'une perte de contrôle croissante par la classe dominante de l'ensemble de la société, d'une barbarie de plus en plus extrême et déchaînée qui, au même titre que la guerre mondiale, ne peut avoir d'autre aboutissement que la destruction de l'humanité.

Le chaos grandissant au sein de la classe bourgeoise, l'affaiblissement qu'il représente pour elle, ne constituent pas en soi, à l'heure actuelle, une condition favorisant la lutte et la prise de conscience du prolétariat. En effet, en de nombreuses reprises, l'histoire a démontré que, face à une menace de la classe ouvrière, la bourgeoisie est parfaitement capable de surmonter ses contradictions et antagonismes internes pour lui opposer un front uni et redoutable. Plus généralement, la classe ouvrière ne saurait compter, pour combattre et renverser la bourgeoisie, sur la faiblesse de celle-ci mais uniquement sur sa propre force. En outre, les années 80 qui marquent l'entrée de la société capitaliste décadente dans sa phase de décomposition, ont mis en relief le poids croissant de la décomposition sur la lutte de classe, accentué par la capacité de la classe dominante à retourner contre le prolétariat différentes manifestations de cette décomposition :

- ce poids négatif de la décomposition sur la classe ouvrière s'est fait notamment sentir autour de la question du chômage. Si ce dernier peut constituer un facteur de prise de conscience de l'impasse historique dans laquelle se trouve le mode de production capitaliste, il a plutôt contribué, tout au long des années 80, à rejeter dans le désespoir, le "chacun pour soi" et même la lumpénisation des secteurs non négligeables de la classe ouvrière, particulièrement parmi les jeunes générations qui n'ont jamais eu l'occasion de s'intégrer dans une collectivité de travail et de lutte. Plus concrètement, alors que dans les années 30, dans des circonstances historiques bien plus défavorables qu'aujourd'hui (puisque dominées par la contre-révolution), les chômeurs avaient pu s'organiser et mener des luttes significatives, il n'en a rien été ces dernières années. En fait, il s'avère que seuls des combats massifs des ouvriers au travail pourront entraîner dans la lutte les secteurs au chômage de la classe ouvrière.

Quant à la bourgeoisie, bien que la première atteinte par la décomposition, elle a néanmoins été capable d'utiliser le désespoir, le nihilisme, le "chacun pour soi" découlant de la décomposition de l'idéologie bourgeoise pour attaquer la

(SUITE PAGE 5)

ESPAGNE

LE SYNDICALISME NE MENE QU'A LA DEFAITE

■ Depuis le début de 1990, le prolétariat en Espagne doit, comme partout ailleurs, faire face à un regain d'attaques de la bourgeoisie. L'économie du pays va vers une récession de plus en plus visible. Le ministre de l'Economie, Solchaga, a d'ailleurs déclaré qu'il faut poursuivre ce qu'il appelle la politique de "refroidissement" de l'économie, engagée depuis juin 1989 et qu'il faut établir d'urgence un "pacte pour la compétitivité" de l'économie nationale, c'est-à-dire un pacte pour la défense des intérêts économiques de la classe dominante, contre ceux de la classe ouvrière.

Pour cela, les ouvriers doivent accepter des sacrifices, M. Solchaga l'a dit. De nombreux licenciements sont en effet annoncés, certains déjà chiffrés, d'autres pas encore : dans les chantiers navals (3 700), la sidérurgie, les aciers spéciaux, l'électronique, le textile, les mines (4 600 au moins), les raffineries de pétrole, les cimenteries... Pour ce qui est du textile, il y a eu entre janvier et mai 1990, 5 396 licenciements, davantage que pour toute l'année 1989 et un représentant du patronat de ce secteur a déclaré que si la situation continuait à se dégrader, il pourrait y avoir, d'ici à 1994, une perte de 119 000 postes de travail, c'est-à-dire 38 % du total de ce secteur.

De plus, des augmentations d'impôts sont prévues. La TVA, par exemple, va augmenter d'au moins 2 %. Les impôts locaux sur les appartements vont subir une augmentation énorme, du niveau de celle qu'ont connu les ouvriers en Angleterre avec la Poll Tax.

Dans les cinq à six derniers mois, toute une série de luttes se sont développées en Espagne. Durant le seul mois de mars, on a pu dénombrer 317 grèves. Ces luttes se sont déroulées dans divers secteurs : la banque, la santé, l'enseignement, la métallurgie, le bâtiment, les mines, les autobus et le métro de Madrid, le textile, les postes et les télécommunications, etc. Elles sont la riposte déterminée de la classe ouvrière qui est et sera de plus en plus confrontée à la nécessité de réagir face à des attaques toujours plus fortes contre ses conditions d'existence. A travers la colère et la combativité exprimées, ces mouvements révèlent que la classe ouvrière n'est pas prête à se laisser faire, à accepter sans réagir des sacrifices au profit d'intérêts du capitalisme, si démocratique soit-il. Mais ces mouvements ont aussi révélé des difficultés importantes face aux pièges syndicaux. Deux luttes ouvrières ont particulièrement illustré ces forces et faiblesses :

- La lutte des ouvriers de l'EMT (autobus de la ville de Madrid) : Vers la mi-février, les 7 000 ouvriers de l'EMT rejettent les appels des Commissions ouvrières (équivalent de la CGT), de l'UGT (équivalent de la CFDT) et du syndicat des conducteurs qui les invitent à accepter, par référendum, le préaccord sur les salaires pour 1990 qu'ils ont signé avec l'entreprise. Ce préaccord prévoit des augmentations dérisoires. Au lieu de voter, les ouvriers se mettent en grève, sans assurer aucun service minimal. A la

colère s'est ajoutée une méfiance accrue et totalement justifiée vis-à-vis des syndicats, d'autant plus que ceux-ci se démasquent : "Demander davantage, c'est compromettre l'avenir de l'EMT en tant qu'entreprise du secteur privé." Comble du culot, ils osent clamer que "le préaccord est une victoire pour les travailleurs". A cela, les ouvriers répondent en exigeant des augmentations de salaire plus effectives pour tous les ouvriers de l'entreprise et pour les retraités ainsi que la réintégration des ouvriers licenciés suite à la grève de 1989.

Le 15 février, les syndicats (ci-dessus nommés) convoquent une assemblée de leurs sections syndicales, à huis clos, pour décider, cette fois, des grandes lignes de l'accord. La méfiance de beaucoup d'ouvriers est telle que 1 000 d'entre eux se présentent à cette assemblée, réservée donc aux syndicalistes, pour savoir ce que ces organisations mijotent dans leur dos et pour les surveiller. La réponse est claire : les syndicats leur interdisent purement et simplement de participer à cette assemblée. Quelques jours plus tard, ils vont même jusqu'à utiliser l'intimidation envers les ouvriers, pour les dissuader de lutter : "Après huit jours de grève sans issue, si vous vous obstinez à poursuivre la grève, il y aura des sanctions et des licenciements."

Malgré ces menaces, la détermination ouvrière ne se dément pas. Mais la bourgeoisie va refermer sur les ouvriers un piège sournois à travers la Plate-forme syndicale (la PS). Celle-ci se présente comme un authentique syndicat ouvrier, radical et même véhément contre les syndicats officiels alors que dans la pratique, elle va faire le même sale boulot qu'eux. En s'appuyant sur son radicalisme verbal, elle encourage et organise une lutte longue et épuisante, enfermée dans l'entreprise. De connivence avec les Commissions ouvrières et l'UGT, elle fait tout pour empêcher qu'une solidarité de lutte s'établisse avec les ouvriers du métro, qui connaissent les mêmes problèmes et risquent de partir en grève. Au contraire, elle oriente la recherche de la solidarité vers la popularisation de la grève, demandant par exemple aux usagers d'envoyer des télégrammes de protestation au maire de Madrid puisque c'est lui le patron de l'entreprise des transports urbains, sans parler des rassemblements devant le siège des partis politiques, comme si ceux qui organisent l'exploitation des ouvriers allaient les soutenir !

Une fois la lutte bien isolée, les ouvriers bien épuisés après une longue grève, la PS a le cynisme de leur faire croire que leur lutte est très forte et que l'ennemi va céder : "La vérité, c'est que nous les tenons dans les cordes... Franchement, ils sont tous bien mal en point ; nous sommes à un pas de la victoire". Cela lui permet, un peu plus tard, d'appeler à la reprise du travail sans que les ouvriers n'aient strictement rien obtenu, et en utilisant le même discours d'intimidation que les syndicats officiels au début de la lutte : "Si la grève s'arrête, il n'y aura pas de licenciements ni de

sanctions, mais si la grève se poursuit, il y aura des sanctions et des licenciements." (Déclaration du chef de la PS devant les ouvriers de l'EMT). Les ouvriers ont payé ainsi leurs illusions vis-à-vis du syndicalisme.

- La lutte de l'hôpital de Valle Hebron, à Barcelone : 6 000 employés dont 1 700 intérimaires. Les 1700 intérimaires entrent en lutte au mois de mars pour exiger leur contractualisation à un poste fixe. La combativité est très forte, la méfiance vis-à-vis des syndicats officiels aussi. Mais là encore, le piège du syndicalisme et du corporatisme mène la lutte à l'échec. C'est une coordination noyautée par la CNT (les anarchistes) qui organise la grève. Ce qu'elle organise, c'est l'enfermement dans les illusions corporatistes, l'isolement total des intérimaires et la division à outrance puisqu'elle reprend l'idée répugnante que les ouvriers intérimaires seraient les vrais prolétaires alors que les ouvriers fixes seraient l'aristocratie ouvrière ! Toutefois, à la suite d'une attaque brutale de la police contre les intérimaires en grève, tout le personnel de l'hôpital a, spontanément et immédiatement, rejoint la grève. Immédiatement aussi, les syndicats se mobilisent pour orienter ce début de solidarité prolétarienne authentique vers une impasse : ils font tout pour la figer et la stériliser dans une protestation "contre les excès de la police". Et face au sentiment qui commence à se faire jour qu'il faut étendre la grève au-delà du seul hôpital de Valle Hebron, les Commissions ouvrières et la CNT promettent qu'ils s'en occuperont. C'est aux péages de l'autoroute que la recherche de l'extension a abouti ! Les syndicats, qu'ils s'appellent Commissions ouvrières ou coordination de la CNT, avaient fait leur sale boulot !

Le prolétariat doit tirer les leçons !

- Contre les attaques de la bourgeoisie, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de lutter avec force et détermination.

- La méfiance contre les syndicats ne suffit pas : la classe ouvrière doit les affronter, prendre ses luttes en main, contre eux et contre tous ceux qui parlent d'un prétendu vrai syndicalisme.

- Le corporatisme et la division sont des poisons pour la classe ouvrière. Etendre la lutte et s'unir entre ouvriers de plusieurs usines n'est pas facile mais représente une nécessité et une possibilité. On en a vu un début dans une autre lutte, celle des ouvriers de l'UH Electronique, près de Barcelone, où une même manifestation, le 15 juin, a réuni aux premiers les ouvriers de cinq différentes usines : tous luttent contre les licenciements.

Dans un capitalisme qui pourrait sur pied, ce n'est qu'en développant son unification de classe contre la classe ennemie que le prolétariat pourra développer sa force pour maintenant et pour le futur.

AB

9ème CONGRES DE R.I. (SUITE DE LA PAGE 4)

confiance en l'avenir de la classe ouvrière, saper sa solidarité et l'enfermer dans les pièges corporatistes. Elle a été capable de développer des campagnes a-classistes sur des thèmes écologiques, humanitaires ou anti-fascistes contre les menaces sur l'environnement, les famines, les massacres et les manifestations de xénophobie, pour détourner la classe ouvrière de son terrain de classe.

L'AVENIR DEPEND PLUS QUE JAMAIS DU PROLETARIAT DES PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE

Les luttes que la classe ouvrière, notamment celle des pays centraux a déjà engagées depuis quelques mois sont la preuve de sa capacité à reprendre sa marche en avant malgré le recul qu'elle a subi au niveau de sa conscience. Elles montrent à l'évidence que la classe ouvrière tend à sortir du débousolement dans lequel l'avaient plongée l'effondrement du bloc de l'Est et les campagnes intensives que la bourgeoisie occidentale avait développé à sa suite, assimilant effondrement du stalinisme et mort du communisme, et présentant les régimes démocratiques libéraux comme les seuls viables. L'impact de cette situation fut tel qu'il a donné un coup d'arrêt à la vague de lutte de classe qui se développait depuis 1983 et entraîné un recul important de la conscience dans la classe ouvrière.

Mais le combat ouvrier va inévitablement connaître à plus ou moins brève échéance un nouvel essor. En riposte à des attaques économiques massives et frontales, la classe ouvrière ne peut à terme que se mobiliser de plus en plus massivement. Une telle dynamique va nécessairement et rapidement se trouver renforcée par l'entrée en récession du capitalisme mondial : celle-ci a déjà commencé à faire des ravages aux USA et en Grande-Bretagne, et va submerger l'ensemble des pays centraux du capitalisme et en particulier l'Europe occidentale.

L'offensive idéologique massive qu'a menée, contre elle, la bourgeoisie autour de l'effondrement des pays de l'Est, n'a pas entamé sa capacité à lutter sur son terrain, celui de la défense de ses intérêts économiques de classe. Si elle a été désorientée, elle n'a été ni défaite, ni encore moins embrigadée derrière la bourgeoisie et les campagnes démocratiques. A travers ses luttes actuelles et à venir, elle montre que la perspective historique reste à des affrontements décisifs avec son ennemi mortel, affrontements dont dépendra le sort de l'humanité. Ce chemin de la lutte ouvrière est encore long et difficile, mais c'est le seul chemin possible. C'est le chemin à travers lequel la classe ouvrière exprimera sa combativité et son refus de subir la misère et la barbarie capitalistes. C'est le chemin à travers lequel elle forgera et renforcera son unité et sa conscience. C'est le chemin au bout duquel elle pourra monter à l'assaut de l'Etat bourgeois. Dès aujourd'hui, sur ce chemin, elle va devoir affronter la bourgeoisie, ses manœuvres, ses pièges alors qu'elle se trouve encore affaiblie

par les séquelles du coup porté par l'effondrement du bloc de l'Est, alors que, de plus en plus, elle va devoir se battre dans une société en décomposition accélérée. Face au développement de cette dernière, la classe ouvrière doit être consciente qu'il ne lui suffit plus, par ses luttes, de barrer la route à la guerre, pour empêcher l'anéantissement de l'humanité. En effet, un certain niveau de développement de la décomposition interdirait toute issue prolétarienne à la crise mortelle du capitalisme et se traduirait dans l'anéantissement de l'humanité, aussi sûrement que le ferait une guerre mondiale.

Cependant, ces difficultés bien réelles, loin de devoir décourager la classe ouvrière, ne font que rehausser ses responsabilités historiques pour détruire l'ordre social existant et imposer le sien. Dans les combats qu'elle va développer, la classe ouvrière des pays centraux a pour elle toute l'expérience qu'elle a forgée en plus de vingt ans de luttes depuis 1968. Elle a comme meilleure alliée la crise économique du capitalisme, dont l'entrée en récession ouverte va la contraindre à se battre en tant que classe de plus en plus unie et à abandonner toutes ses illusions sur la possibilité d'aménager ce système moribond.

R.I.

Courant Communiste International

Revue Internationale 62

3^e trimestre 1990

15 ff / 75 fb

Situation internationale

PAYS DE L'EST : CRISE IRREVERSIBLE, RESTRUCTURATION IMPOSSIBLE

LA BARBARIE NATIONALISTE

RAPPORT SUR LA SITUATION EN ALLEMAGNE

LA DECOMPOSITION, PHASE ULTIME DE LA DECADENCE DU CAPITALISME

Polémique

Face aux bouleversements à l'Est
UNE AVANT-GARDE EN RETARD

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

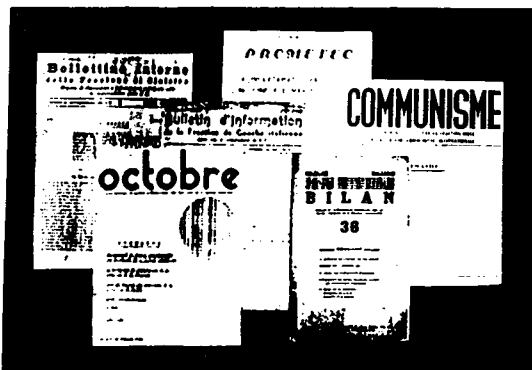
SOUSCRIPTIONS

Bordeaux : DC : 200 F, NR : 50 F, JCEV : 200 F, LD : 50 F, RR : 50 F
Montpellier : B : 330 F
Nantes : G : 200 F, DD : 10 F, Pa : 20 F, Al : 200 F, AD : 20 F
Paris : L : 50 F, P : 30 F
Tours : BR : 10 F, G : 100 F, Ber : 60 F
TOTAL : 1 580 F

LISEZ

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

LA
GAUCHE
COMMUNISTE
D'ITALIE



Courant Communiste International

RIPOSTONS AUX ATTAQUES CAPITALISTES MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS

■ Bérégovoy vient d'annoncer la couleur : pour faire face à la crise du Golfe et ses conséquences économiques, il n'y a qu'une solution, la rigueur et l'austérité. Il faut consommer moins et produire plus ! C'est clair : la classe productrice, et non le capital, va payer ! Pour la classe ouvrière, secteur public ou privé, au chômage ou encore au travail, cela signifie une nouvelle et terrible détérioration de toutes ses conditions d'existence. Alors que celles-ci n'ont cessé de se dégrader dans une période qualifiée de croissance pour l'économie française !

Le chômage qui n'a fait qu'augmenter durant toutes ces années va subir une aggravation terrible, brutale, touchant les grands centres industriels du fait de la récession qui s'annonce (cf. article de p. 2). Le chiffre qui vient de tomber de plus de 20 000 licenciements durant les seuls mois de juillet et août dans des secteurs aussi centraux que l'automobile (Michelin, Citroën), l'informatique (Bull), la sidérurgie, l'électronique, l'armement, le textile, etc., révèle à lui seul l'ampleur du chômage qui va frapper encore les centres ouvriers.

Consommer moins, produire plus, ça veut dire pour l'ensemble de la population ouvrière une nouvelle dégradation très forte de son pouvoir d'achat, alors que les prix des biens de consommation courants, des logements et des services ne cessent d'augmenter. Déjà perçue clairement la menace qu'il ne faut plus espérer ni augmentation de salaires ni revalorisation des bas salaires, contrairement aux promesses et à tout le barouf orchestré ces derniers mois par le gouvernement. Et cela, alors que le spectre de l'inflation resurgit. Déjà pour le seul mois de juillet, outre les traditionnelles augmentations de prix, on a vu une hausse des transports parisiens de 4,5 % et une montée vertigineuse du prix de l'essence, plus de 50 centimes en trois semaines ! Il faut s'attendre à une énorme valse des étiquettes.

Consommer moins, produire plus, cela signifie aussi que le gouvernement va intensifier toujours plus ses attaques sur tous les autres niveaux de nos conditions d'existence. Déjà, le gouvernement "socialiste" n'a cessé de faire payer à la classe ouvrière les coûts de sa politique de "croissance" économique. Pour "assainir" la Sécurité sociale, hausse toujours plus importante des prélèvements sur les salaires, réduction de plus en plus grande du droit à la santé pour la majorité des ouvriers. Et dès le début de 1991, nous aurons droit à un nouvel impôt obligatoire -la "contribution sociale généralisée"- frappant en premier lieu les plus bas revenus, les chômeurs, les retraités, à une hausse des impôts locaux (cf. l'article dans notre journal précédent), à une nouvelle suppression de remboursement de certains médicaments et soins médicaux. Sans compter les études, les projets en cours, sur la remise en question du droit à la retraite pour tous. La liste est loin d'être close.

La misère ne peut que s'étendre toujours plus au sein de

la classe ouvrière.

IL FAUT LUTTER TOUS ENSEMBLE

C'est pourquoi il n'y a pas d'autre choix que de lutter et de **lutter tous ensemble**. Seule la lutte commune et unie de tous les ouvriers peut contraindre le gouvernement et le patronat à reculer dans leurs attaques. Mais pour lutter, et lutter tous ensemble, il faut rejeter fermement toutes les revendications, les propositions de lutte et les moyens d'action conduisant à la division au sein de la classe ouvrière. Rejeter cela, c'est se confronter en premier lieu aux syndicats, cette fraction de la bourgeoisie en milieu ouvrier qui organise systématiquement la division de la classe ouvrière. La bourgeoisie est tellement consciente de ce rôle essentiel des syndicats en milieu ouvrier qu'elle vient d'adopter des mesures pour tenter de les "revigorer" : passage à 30 % (au lieu de 20 %) du montant de la cotisation syndicale déductible des impôts, mise en place dans certaines entreprises du "chèque syndical" (1).

Depuis ces derniers mois, dans de nombreux secteurs, du public ou du privé, la colère et la combativité qui existent dans toute la classe ouvrière se sont manifestées de façon ouverte à différentes reprises. Dans le public, à la Sécurité sociale, dans les hôpitaux de Paris, les transports aériens, le métro, la télé, les NMPP et, dans le privé, à Michelin, aux Tissus Roudière, aux Skis Salomon, dans les transports maritimes, etc. Toutes ces luttes sont animées par la même colère contre les mesures de licenciement, la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation des conditions de travail. Mais à chaque fois, cette colère, cette combativité et ce besoin de lutter se sont heurtés à l'omniprésence des syndicats, ceux-ci prenant l'initiative, canalisant la lutte, flattant et utilisant le corporatisme le plus étroit qui existe encore au sein de la classe ouvrière pour enfermer, isoler les luttes et les condamner ainsi à l'impuissance.

Deux conflits sont particulièrement significatifs de ce sabotage systématique, organisé : le mouvement dans les hôpitaux de Paris et les grèves dans les organismes de Sécurité sociale. La grève du personnel administratif et ouvrier dans les hôpitaux s'est transformée, sous l'action des syndicats, en une grève fantôme où l'on recherche en vain les grévistes ; elle est de plus totalement enfermée dans des revendications et des moyens d'action où la défense du chacun pour soi, de son "statut", l'emporte avant tout sur la défense des intérêts de tous. Les syndicats, forts de la défaite du mouvement des infirmières en octobre 1988 et de la démolition qui s'ensuit dans l'ensemble de ce secteur, y organisent systématiquement l'isolement et l'épuisement : aucune information donnée aux autres catégories de personnel sur le mouvement en cours, sur les dates et heures de manifestation, grèves et actions qui se prolongent dans le

temps en se vidant toujours plus de leurs protagonistes, etc. Au bout du compte, il ne peut y avoir que le découragement et le sentiment d'impuissance. Quant aux organismes de Sécurité sociale, les syndicats en font actuellement un véritable champ de bataille pour imposer une nouvelle défaite "exemplaire" pour toute la classe ouvrière, comme ils l'ont fait à la rentrée l'année dernière avec les conflits à Peugeot et aux Impôts. S'appuyant sur une volonté de lutte très grande dans ce secteur, alimentée par des années de bas salaires et de dégradation terrible des conditions de travail, ils s'efforcent depuis le début du premier conflit à la CPAM de la Seine-St-Denis d'épuiser la combativité et tuer dans l'oeuf toute volonté de lutter tous ensemble. Aucun moyen n'est écarté. Après avoir complètement isolé le mouvement en Seine-St-Denis -aucune information n'a été donnée par les syndicats durant tout ce conflit aux autres organismes dans l'Ile-de-France et encore moins aux usines et autres secteurs dans ce département où il y a une concentration ouvrière très forte, si ce n'est... à la fin du conflit-, c'est maintenant les uns après les autres que les autres organismes, en particulier dans la région parisienne, sont appelés et vont être appelés à la grève. Avec des moyens d'action et des revendications empêchant toute possibilité pour d'autres organismes et encore moins d'autres secteurs de se sentir concernés, de rentrer ensemble dans la lutte. Comme, par exemple, le blocage des dossiers de paiement des assurés sociaux sur la CPAM de l'Essonne ou des encaissements des cotisations patronales à l'URSSAF. Et la mise en avant de revendications ultracorporatistes à travers la revalorisation des niveaux de qualification.

La dure leçon des grèves à Peugeot et aux Impôts l'année dernière ne doit pas être oubliée. Dans ces deux secteurs, après une grève longue de plusieurs semaines mais restée complètement isolée, les ouvriers sont rentrés au travail complètement épuisés, laminés, avec à la clé plusieurs semaines de salaires perdus et dans une ambiance de profonde division. Loin d'être un encouragement au combat, cette expérience a laissé au contraire un profond sentiment d'impuissance. Et c'est ce sentiment que les syndicats essaient à nouveau d'imposer au sein de la classe ouvrière.

Il n'y a pas d'autre choix que de lutter tous unis. Seule la recherche de la solidarité la plus large avec les autres secteurs, la conduite de la lutte et de ses moyens d'action par l'ensemble des ouvriers et non dans les mains des syndicats, peuvent faire reculer la bourgeoisie dans ses attaques. Nous avons déjà cumulé toute une expérience allant dans ce sens. Prenons confiance dans nos propres forces.

LA (25/8/90)

(1) Chaque salarié recevra chaque année un chèque de son entreprise qu'il devra remettre au syndicat de son choix, ou sinon le déchirer, sans pouvoir l'encaisser lui-même.

"LUTTE OUVRIERE" ENCOURAGE LES OUVRIERS A SOUTENIR L'ETAT BOURGEOIS

■ Les 13 et 14 juin dernier, la Roumanie était à nouveau le théâtre d'événements sanglants. Cette fois les affrontements de rue se sont soldés par plusieurs morts, des centaines de blessés, des milliers d'arrestations et surtout de véritables pogroms mettant aux prises les manifestants avec des ouvriers mineurs acheminés par trains spéciaux de l'Etat pour rétablir l'ordre à coups de gourdin et de manche de pioche.

C'est à cette réalité tragique que le groupe trotskiste Lutte Ouvrière (LO) s'est empressé d'applaudir, dans son numéro du 29 juin dernier, se félicitant que ce soient des ouvriers qui aient fait office de force de répression !

Dans les affrontements qui déchirent la bourgeoisie en Roumanie pour s'arracher les lambeaux du pouvoir stalinien en pleine décomposition, rien d'étonnant que les trotskistes, fidèles à leur habitude, aient trouvé un camp bourgeois à soutenir contre l'autre. Et qu'ils aient choisi, en défenseurs "critiques" du modèle stalinien d'exploitation capitaliste qu'ils ont toujours été, le clan le plus lié à l'ancien régime de Ceaucescu, le Front de Salut National, n'est pas pour nous étonner non plus. Mais là où LO franchit un nouveau pas dans l'ignominie, c'est d'en arriver à justifier le recrutement d'une fraction de la classe ouvrière pour les besoins de répression de l'Etat bourgeois.

Après avoir pris la défense d'Iliescu, si injustement condamné par les dirigeants occidentaux, qui, après tout, n'a fait que *"chercher, contre ses adversaires politiques, un appui du côté des ouvriers"*, l'article affirme sans hésiter : *"les mineurs roumains n'ont certainement pas tort d'intervenir dans ce que la presse occidentale appelle la 'naissance de la démocratie roumaine', y compris le gourdin à la main."*

LO n'hésite pas une seconde à faire passer pour une authentique initiative de classe, le si terrible état de soumission à la bourgeoisie où se trouve réduite une fraction de la classe ouvrière en Roumanie. Pour mieux faire passer cette idée, l'auteur de l'article fait semblant de croire que l'appel aux mineurs aurait été une "gaffe" de la bourgeoisie roumaine, commise *"peut-être dans un moment d'affolement"*, et que leur mobilisation aurait été un phénomène plus ou moins incontrôlé par elle. Ainsi LO nous explique que *"les moyens mis à leur disposition (les trains affrétés par l'Etat et l'encadrement des mineurs par l'appareil du FSN) n'expliquent pas les raisons de leur venue, dans une situation où justement Iliescu n'était vraiment pas en état d'exercer contre eux la contrainte"*. Belle démonstration ! Autrement dit, on ne les y a pas forcés, c'est donc qu'ils avaient de bonnes raisons de venir. Que ces "raisons" consistent donc justement en des illusions tragiques sur l'ex-parti stalinien reconverti en Front de Salut National et en un embrigadement idéologique sur le terrain de l'anti-fascisme au profit de ce dernier, voilà qui n'effraie pas LO, et pour cause. Elle, si prompt à dénoncer le fait que les émeutiers contre qui les mineurs ont été envoyés, étaient, eux, manipulés par la droite et l'extrême-

droite, trouve par contre parfaitement justifiée la manipulation des ouvriers par la bourgeoisie stalinienne. Plus encore, elle se pose elle-même en sergent recruteur au service de l'Etat stalinien, en tentant une nouvelle fois de faire croire que la classe ouvrière a quelque chose à gagner sur le faux terrain du "halte à la droite, halte au fascisme".

Pour les trotskistes, là où il y a des ouvriers, surtout embrigadés sur le terrain de la bourgeoisie, surtout recrutés pour les sales besognes de l'Etat bourgeois, il y a prétendument un caractère de classe prolétarien et il faut le défendre. LO qui ironise : *"que la répression sera jolie quand elle sera assurée par un corps spécialisé !"*, trouve préférable la répression assurée grâce à l'embrigadement d'ouvriers derrière l'Etat, parce qu'au moins là les ouvriers font quelque chose. Ce n'est pas nouveau de la part des trotskistes qui, lors de la seconde guerre mondiale ont ainsi appelé les ouvriers à s'enrôler comme chair à canon, derrière la bourgeoisie "démocratique", dans les fronts de résistance anti-fascistes.

C'est toujours sous prétexte d'"être avec les ouvriers même s'ils ont des illusions", que le trotskisme a justifié toutes les crapuleries au service du capitalisme qui jalonnent son histoire. Comme l'admet d'ailleurs LO, de son propre aveu : *"Le fait que c'est derrière Iliescu que les ouvriers se sont mobilisés reflète sans doute un bas niveau de conscience (sic)... Mais pour bas que soit ce niveau de conscience qui les amène derrière Iliescu pour se garantir de Campeanu ou de Ratiu, est-il plus bas que ce qui a amené les travailleurs en France derrière Mitterrand pour se protéger de la droite (resic) ?"* Le parallèle parle de lui-même ! Qui, sinon LO, n'a pas raté une occasion en France d'appeler les ouvriers à abandonner leurs luttes pour aller se fourvoyer sur le terrain électoral, au nom de "battre la droite" et de "voter utile" ? La vérité, c'est que non contents de se faire comme en France depuis des années les rabatteurs zélés de la classe ouvrière vers la gauche et les syndicats, non contents de se faire aujourd'hui à propos de la Roumanie les ardents défenseurs de l'embrigadement de la classe ouvrière derrière l'Etat bourgeois, les trotskistes font comme toujours porter le chapeau au "bas niveau de conscience des ouvriers" de leurs propres crapuleries anti-ouvrières !

Que cette nouvelle ignominie de LO serve au moins à une chose : montrer à la classe ouvrière à quel aboutissement peut conduire la politique des trotskistes. Les mêmes arguments qui, ici en Occident, servent à dévoyer les ouvriers de leur terrain de classe en les conviant à marcher derrière la gauche et les syndicats, peuvent servir demain, comme ils ont servi hier lors de la seconde guerre mondiale, comme ils servent aujourd'hui en Roumanie, à l'embrigadement des ouvriers comme chair à canon pour le compte de la bourgeoisie. Ne l'oublions jamais.

PE

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
"Mimesis", 58 rue de Grassis.
BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3 rue de l'Ente.
Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow",
17 rue M^{al} de Lattre de Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
"Le Temps de Vivre", 54 La Canebière, 13001
Maison de la Presse, 1 chemin de la Gavotte. 13015
Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martigues
Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
"Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLÈANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
SAINT-NAZAIRE : "Maison de la Presse", 161, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
"FNAC", 1 bis place Occitane
"Les Arcades, place du Capitole
TOURS : "Librairie du Grand Marché" 25, rue du Grand Marché.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons que nous sommes répertoriés sous le numéro : ISSN 0336 464 X

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent récolter sur ce qui se passe autour d'eux, les discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers, nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LIBERIA

L'ENFER CAPITALISTE

■ "Et maintenant, décimez-vous les uns les autres, nous, on vous laisse le champ libre et les armes pour que vous vous entremassacriez tout à votre aise". Ce message d'un insoutenable cynisme n'a, et pour cause, jamais été officiellement prononcé par un quelconque fondé de pouvoir de la Maison Blanche ou du Pentagone à Monrovia mais, pensé très fort, il a dû malgré tout atteindre les oreilles des malheureuses victimes des parties militaires, "natives" ou "congos", qui se font la guerre au Liberia. Il est la traduction en clair de l'attitude à la Ponce Pilate que les Etats-Unis ont adoptée devant l'évolution de la situation locale surtout après que, vers le 15 août, leurs marines eurent placé en lieu protégé ou rapatrié les ressortissants américains civils (dont l'usage, décidément, s'avère très précieux en ce moment, que ce soit au Liberia ou au Moyen-Orient).

Ainsi, la fameuse mission humanitaire, moralisatrice et civilisatrice au nom de laquelle la plus grande puissance impérialiste du monde et ses alliés prétendent justifier le rôle de ses forces armées autour de Koweït ne vaut donc pas pour le misérable Liberia. Mais qui pouvait douter que cette musique propagandiste fût autre chose qu'un odieux air de pipeau destiné, en toute hypocrisie, à masquer la monstruosité de la logique capitaliste ? Dans son principe, la raison du désengagement des USA du Liberia est en effet horriblement, sordidement, simple. Ce petit pays d'Afrique noire participe pourtant de l'histoire yankee puisqu'il fut créé par les Etats-Unis au XIXe siècle afin d'accueillir des esclaves affranchis. Mais s'il est aussi vrai qu'il constitua longtemps une juteuse source de profits, tant que l'extraction du minerai de fer -grâce à l'exploitation des descendants des esclaves immigrés- y demeura rentable, s'il est indéniable qu'il offrit jusqu'à des jours encore récents un appréciable avantage fiscal (sous le couvert d'un pavillon de complaisance) pour le commerce maritime US, il ne représente plus en 1990 aucun intérêt financier ou économique substantiel, bien au contraire, ni ne se trouve le centre d'enjeux stratégiques de premier ordre pour les Etats-Unis et les barons occidentaux.

Pour autant, donc, que les troubles sociaux ne viennent pas trop déborder d'un pays sur l'autre, au point de déstabiliser la géopolitique globale des Etats de cette contrée de la planète, ou encore (et cela concerne la France plus en particulier) à menacer les bases arrière et autres relais militaires des impérialismes d'Occident, ceux-ci tendent à se dégager, tels les USA, du bourbier "nègre" et n'ont absolument cure de laisser le Liberia ou les pays du même type (en Afrique aussi bien, d'ailleurs, qu'en Amérique latine et en Asie) s'enfoncer au sein de la barbarie et des affres de la décomposition totale. Dans cette implacable leçon d'histoire capitaliste, la morale pas davantage que l'humanisme ne trouvent de place quoi qu'en disent les méprisables bonnes âmes bourgeoises à longueur de presse avec une tartuferie rien de moins que criminelle.

Ce que peut être l'abandon à un chaos sanglant, le Liberia, à coup sûr, l'illustre. Dans ce pays où la production économique est pour ainsi dire arrêtée, où, désormais, les "aides" alimentaires américaines n'arrivent plus et où, pour survivre, les habitants doivent s'enrôler dans des bandes armées, piller et tuer, huit mois de guerre civile émaillée de carnages épouvantables débouchent aujourd'hui sur un néant sans fond (voir notre précédent article, dans "RI" n° 192). Juillet et août ont connu un paroxysme d'atrocité, à l'échelle de la boucherie dans l'église Saint Paul de Monrovia : six cents réfugiés au moins, des femmes et des enfants surtout, ont payé en ce lieu de leur sang la démente vengeance de la soldatesque du gouvernement Samuel Doe parce qu'ils étaient accusés d'avoir livré des armes aux troupes "rebelles". L'horreur de l'impasse militaire se renforce maintenant par l'absurde : le camp du National Patriotic Liberia Front (NPLF) se déchire lui-même entre les partisans armés de Charles Taylor, premier challenger déclaré du dictateur régnant, et ceux de son rival, Prince Johnson, dit le "rebelle des rebelles". Puis, au terme de sordides tractations à Banjul (Gambie), Doe et Johnson se sont récemment ligüés contre Taylor avant, sans doute, de régler leurs comptes mutuels quand le troisième larron aura été éliminé. En attendant, chacune des factions belligérantes prend les diverses populations en otages, et il en résulte des exécutions sommaires en série qui, à chaque instant, alimentent les charniers de nouveaux cadavres. Là-dessus, l'entrée en action de l'incroyable force d'interposition

ouest-africaine (Ghana, Guinée, Nigeria et Sierra Leone) menace d'apporter un surcroît de confusion meurtrière : en intervenant dans la mêlée, ces voisins du Liberia n'ont-ils pas le souci moins de pacifier que d'y exporter le malaise qui sévit à l'intérieur de leurs propres frontières ?

C'est que la situation sans issue du Liberia figure celle même qui guette dès aujourd'hui la plupart des pays d'Afrique noire. Déjà, au Mali, et pour des raisons identiques sur le fond à celles qui prévalent à Monrovia, des massacres à répétition se produisent, entre Touaregs immigrés d'Algérie, "autochtones" et armée gouvernementale. Le Niger, la Tanzanie, la Zambie et le Kenya -sans parler ici de l'Afrique du Sud-, si l'on en juge par les convulsions qui apparaissent depuis le mois de juin à des niveaux différents chez eux, entreront bientôt dans une semblable danse macabre (on se reportera en outre, à l'article que nous avons consacré au Gabon et à la Côte-d'Ivoire dans "RI" n° 191).

Car rien ne peut arrêter l'infamie spirale de la décomposition du système capitaliste. Le sort actuel de l'Afrique représente l'avenir proche de pays d'importance capitaliste intermédiaire comme les Etats du Moyen-Orient ou ceux de l'Est européen avec l'URSS, et la situation présente de ces derniers annonce elle-même le destin, plus lointain, certes, mais également inéluctable, des bastions industriels occidentaux. Dès lors, si le prolétariat, et sa lutte spécifique, se démontre hors de mesure de barrer une telle voie, la Terre entière pourrait être demain le théâtre de tueries "interethniques" ou "tribales" telles celles que, dans son insondable ignominie, la bourgeoisie feint aujourd'hui de déplorer en regardant l'Afrique. Comme si elles étaient l'expression de la barbarie intrinsèque de populations nègres arriérées et non le résultat des déterminations reliées à la faillite complète du capitalisme mondial et de sa société.

SM

MASSACRES EN AFRIQUE DU SUD

OU MENE

LA MYSTIFICATION ANTI-RACISTE

■ Plus de 500 morts en dix jours, dont 122 à Soweto même. Ce bilan des affrontements sanglants qui ont opposé les partisans de l'ANC de Mandela et ceux du parti zoulou de Buthelezi, démontre avec évidence la mystification énorme qu'est la lutte sur le terrain de l'anti-apartheid. Pendant plus de vingt ans, la bourgeoisie sud-africaine s'en est servi à satiété pour diviser la classe ouvrière en "noirs" et "blancs", pour briser les luttes menées durant toutes les années 70 et 80, pour les empêcher de prendre conscience de la nécessité de se battre, noirs et blancs, comme une seule classe contre une même exploitation et une même bourgeoisie.

Mais l'anti-apartheid n'a pas servi seulement contre les ouvriers en Afrique du Sud. En Europe, et tout particulièrement en France, avec les bons offices du PCF en première ligne, sans oublier son compère le PS, la bourgeoisie a utilisé l'anti-apartheid comme tremplin pour développer maintes campagnes démocratiques, "pour les droits de l'homme", "contre le racisme".

Voilà vingt ans qu'on nous sert la "lutte anti-apartheid" et son clown triste Mandela. Et cette année, enfin, c'est l'apothéose, le chef de l'ANC est "libéré". Et la bourgeoisie occidentale de nous souler du grand espoir que portait cet événement, promenant ce "champion de la liberté" à travers le monde comme on montre un ours savant : une "ère nouvelle" était paraît-il en route.

Aujourd'hui, cette "nouvelle ère" montre ouvertement son visage en Afrique du Sud. Plus question de combat contre le racisme ou de lutte pour les droits de l'homme. Ces mystifications, si longtemps assénées dans ce pays, ont joué leur rôle : elles ont enchaîné les populations noires affamées derrière la bourgeoisie. Après s'être fait massacrer au nom de la lutte contre "le pouvoir blanc", aujourd'hui, elles s'entredéchirent pour des raisons ethniques, entre partisans de Mandela et partisans de Buthelezi, c'est-à-dire pour défendre une fraction bourgeoise noire contre une autre fraction bourgeoise noire.

Voilà la "formidable victoire" qu'a constitué la libération de Mandela.

PPR

"CHOC PETROLIER" (SUITE DE LA PAGE 3)

Convulsions militaires et hausse du prix du pétrole : des effets et non des causes de la crise économique

Non. Contrairement au mensonge cynique des médias, ce n'est pas la folie mégalomane du dictateur irakien qui a déclenché une nouvelle récession ouverte du capitalisme occidental. Celle-ci trouve ses racines dans les contradictions insurmontables du mode de production capitaliste lui-même, qui, après avoir plongé les trois quarts de l'humanité dans la misère la plus noire, voit son cœur industriel étouffer sous l'effet des poisons qui lui ont servi pendant des années de "médicaments".

Ce qui a conduit l'Irak à envahir le Koweït, ce ne sont ni des sentiments antifeodaux ni des préoccupations d'anti-impérialisme US du chef irakien (pendant huit ans, cheikhs et capital américain ont été le plus fidèle soutien de celui-ci face à l'Iran), mais bien la faillite de son économie nationale, noyée dans 70 milliards de dettes qu'elle est incapable de rembourser. Le "hold-up du siècle" de Saddam Hussein n'est que le moyen classique et barbare des capitalistes acculés à la faillite.

Ce ne sont pas les convulsions du Golfe qui provoquent la crise économique. C'est au contraire l'aggravation de la crise économique mondiale qui conduit la société capitaliste à des convulsions barbares dans tous les domaines.

Ces convulsions, ainsi que la hausse du prix du pétrole que, dans le cas présent, elles entraînent, auront, et ont déjà un effet aggravant sur cette crise (tout comme en 1974-75 et 1979-82). Mais c'est le déroulement normal de tout processus de dégradation d'une situation économique : les premiers effets de la crise se transforment inévitablement à leur tour en facteurs accélérateurs de celle-ci. Ainsi, les premières grandes faillites bancaires (celles des caisses d'épargne américaines, pour citer un exemple de récente actualité), produit des premières faillites d'entreprises industrielles, constituent inévitablement des facteurs aggravant de la crise

La guerre au Moyen-Orient peut-elle "relancer" l'économie mondiale, comme le fit momentanément la guerre du Vietnam à la fin des années 60 ?

La réponse est négative : premièrement parce que les dépenses militaires entraînées par la remise au pas de l'Irak sont sans aucune mesure avec celles provoquées par la guerre du Vietnam (contrairement aux troupes de Giap, les militaires irakiens ne jouissent pas du "soutien" actif de l'URSS) ; deuxièmement parce que les capacités de financement du capital US n'ont rien à voir avec celles qui étaient les siennes il y a vingt ans (entre-temps, les USA sont passés du statut d'une des premières puissances créditrices du monde à celui de la plus endettée). Les difficultés croissantes du financement du gigantesque déficit du gouvernement américain constituent même la principale source d'instabilité de l'édifice financier mondial. L'accroissement des dépenses militaires dues à la crise irakienne peuvent fournir quelques nouveaux débouchés aux marchands de canons occidentaux, désespérés face à l'effondrement de l'"ennemi soviétique". Mais ceux-ci resteront inévitablement limités et les effets qu'aura la nouvelle charge financière sur le déficit du gouvernement américain ne sera qu'un nouveau facteur aggravant de la crise générale.

économique générale. Mais elles n'en demeurent pas moins des EFFETS et non des CAUSES.

La cause de la crise économique n'est pas dans tel ou tel événement particulier de la vie du capital. Elle est dans le capital lui-même, dans la survie d'un système dont la logique est devenue depuis des décennies une aberration historique qui conduit l'humanité à l'apocalypse généralisée.

C'est cette réalité que le mensonge des racketteurs capitalistes cherche à cacher derrière les campagnes sur l'"infâme Saddam Hussein" qui mettrait, par sa perfidie particulière, l'économie mondiale à genoux.

RV

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134,BXL 1

1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600

Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)

Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal : FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

30 F + 3F pour frais d'envoi

PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE

DE CLASSE

15F + 3F

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE

D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC

d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE

15F + 3F pour frais d'envoi

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)

10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

POLOGNE 1980-1990

DIX ANS DE SYNDICALISME "LIBRE" AU SERVICE DU CAPITAL

Pologne, août 1980 : face aux attaques économiques du gouvernement soi-disant "socialiste", la classe ouvrière mène des combats d'une ampleur considérable. Le régime stalinien ne peut user de la répression et cède sur toute la ligne. Il autorise la formation d'un syndicat "indépendant", Solidarnosc.

Pologne, août 1990 : depuis un an, Solidarnosc se trouve à la tête du gouvernement. La politique d'austérité qu'il applique aujourd'hui est d'une brutalité sans commune mesure avec celle de l'été 80.

Durant ces dix ans, les événements qui se sont déroulés en Pologne sont riches d'enseignements pour la classe ouvrière mondiale (1). Dans cet article nous nous limiterons à faire ressortir comment le syndicalisme a réussi à saper la force de classe du prolétariat de ce pays.

Il y a exactement dix ans, fin août 1980, le prolétariat a mené en Pologne un de ses combats les plus importants depuis les années 20. Tout au cours de l'été, déjà, les ouvriers de ce pays avaient réagi en de nombreux endroits contre les hausses de prix, notamment ceux de la viande, décidées par l'Etat "socialiste" qui dirigeait ce pays. Mais le mouvement qui a démarré le 16 août au chantier naval "Lénine" de Gdansk constitue le fer de lance d'un embrasement général de la classe ouvrière, contraignant le gouvernement à capituler devant les revendications mises en avant. En effet, en quelques jours, la grève de solidarité des ouvriers de ce chantier, contre le licenciement de deux de leurs camarades, va se propager comme une traînée de poudre dans l'ensemble de la côte baltique paralysant pratiquement toutes les entreprises et mobilisant des centaines de milliers d'ouvriers. En moins de deux semaines, le mouvement va s'étendre au reste du pays, en particulier dans les mines de charbon de Silésie qui constituent son principal secteur économique.

LA FORCE DU COMBAT PROLETARIEN

Face à l'ampleur du mouvement, la bourgeoisie stalinienne qui, à l'époque, gouverne la Pologne, ne peut utiliser la méthode qu'elle avait employée auparavant (notamment en décembre 70 et en juin 76) face aux luttes ouvrières : une répression sauvage et sanglante, faisant des centaines de morts. D'emblée, l'extraordinaire solidarité dont font preuve les ouvriers en lutte, leur capacité à déjouer les provocations tentées par l'Etat dit "socialiste" mais surtout, l'organisation dont ils se sont dotés d'emblée, paralysant le bras meurtrier des "forces de l'ordre". Ce qui frappe le plus dans ce mouvement, c'est, en effet, la capacité des ouvriers qui, la veille encore, étaient complètement atomisés, de prendre en main collectivement leur combat.

Dans chaque entreprise, la conduite et la coordination du mouvement et de son extension appartient à un comité de grève nommé par l'assemblée générale et responsable devant elle. Chacun de ces comités envoie deux délégués à un comité inter-entreprises (MKS) régional (à Gdansk, le MKS est installé à l'intérieur du chantier naval Lénine).

Ainsi, le formidable combat des ouvriers polonais de l'été 1980 constitue un cinglant démenti de l'idée colportée par tous les secteurs de la bourgeoisie suivant laquelle la classe ouvrière ne peut mener une lutte de défense de ses intérêts qu'à travers ou derrière les syndicats. Ce combat prouve exactement le contraire : si d'emblée, et de façon spontanée, le prolétariat a pu, en Pologne, se mobiliser et s'organiser à un tel échelle, c'est bien justement parce que les syndicats existants n'ont pu accomplir leur traditionnel travail de sabotage. Complètement discrédités par des années de collaboration ouverte avec les flics et le parti stalinien au pouvoir, ils ont été dès le début du mouvement mis à l'écart par les ouvriers.

LES FAIBLESSES DU MOUVEMENT

Mais ce qui constituait la force du prolétariat en Pologne - l'absence de forces d'encadrement bourgeoises capables de mystifier les ouvriers et dévoyer leur lutte - allait justement devenir sa plus grande faiblesse. Parmi les 21 revendications mises en avant en août 80 figurait celle de la reconnaissance d'un "syndicat libre", indépendant du pouvoir. Au départ, ce point était considéré comme secondaire par les ouvriers en lutte, mais les manoeuvres des "forces démocratiques" comme le KOR (fondé en 1976 par un certain Jacek Kuron qui aura l'occasion de s'illustrer par la suite) allait permettre

qu'il devienne le premier point de la liste et qu'il soit présenté comme le plus important tant par les prétendus "dirigeants" du mouvement que par les médias de tous les pays. Les ouvriers de Pologne, n'ayant pas encore l'expérience du rôle et des méthodes des syndicats tels qu'on les connaît dans les régimes "démocratiques", allaient constituer des victimes de choix pour les pièges du syndicalisme.

En effet, dès la signature, le 31 août 80, des accords de Gdansk, entre le MKS de cette ville et les représentants du gouvernement, accords par lesquels ce dernier capitulait sur les 21 revendications, le syndicat "indépendant" Solidarnosc allait inaugurer une brillante carrière de défenseur de l'Etat capitaliste. Les structures de ce syndicat étaient calquées sur celles des MKS : les ouvriers avaient l'illusion qu'en rendant permanente l'organisation qu'ils s'étaient donnée dans et pour la lutte, ils seraient capables de préserver en leur faveur le rapport de forces qui leur avait permis de faire reculer le gouvernement. Mais, très rapidement, allait se révéler la différence de nature entre un organe émanant du combat de classe et une structure permanente sensée "représenter" l'ensemble des ouvriers pour la défense de leurs intérêts, c'est-à-dire un syndicat.

SOLIDARNOSC SABOTE LES LUTTES OUVRIERES

Quelques semaines après la constitution de Solidarnosc, avant même que ses statuts ne soient enregistrés, ses dirigeants, qui en août avaient été d'authentiques porte-paroles du mouvement, se retrouvent sur le front des luttes, mais comme... saboteurs qualifiés. Début novembre, on voit ainsi les autorités mettre un hélicoptère à la disposition de Walesa, président du syndicat, pour qu'il puisse se rendre dans les usines de Varsovie en grève afin de convaincre les ouvriers de reprendre le travail.

Pendant des mois, Walesa se transforme en véritable "pompiers volant" (il revendique fièrement ce titre, d'ailleurs) chargé d'éteindre les incendies sociaux qui s'allument un peu partout dans le pays. C'est que la mobilisation du prolétariat a atteint un tel sommet qu'elle ne s'épuise pas du jour au lendemain, surtout que les autorités ne tiennent aucun de leurs engagements (à part l'autorisation de Solidarnosc). Les déclarations du syndicat et de son "président" durant cette période sont instructives : "Il faut que le syndicat prenne en compte la réalité des difficultés économiques et en explique les conséquences. C'est pourquoi il faut arrêter toutes les actions revendicatives" (décembre 80). "Nous ne faisons par nos luttes que nous mettre au service de notre pays. Nous voulons que les ouvriers travaillent" (Janvier 81). "Maintenant, c'est à nous de travailler car nous voulons vivre mieux et cela dépend de nous" (Mars 81). "Une entreprise autogérée ne fera pas grève puisqu'elle nuirait du même coup à ses propres intérêts" (2 septembre 81). Dans les discours destinés à détruire la combativité des ouvriers de Pologne on retrouve donc les arguments classiques destinés à saboter le combat de classe. En particulier, Solidarnosc ne cesse de cultiver le nationalisme et de répéter qu'en travaillant plus "pour la patrie", les choses vont s'améliorer. Devant la dimension de la catastrophe qui frappe aujourd'hui l'économie polonaise, on peut mesurer l'ampleur d'un tel mensonge.

Dans sa besogne anti-ouvrière, Solidarnosc reçoit un soutien indéfectible de toutes les forces de la bourgeoisie mondiale. Les syndicats occidentaux lui font parvenir bons conseils et aide matérielle (notamment pour sa presse) : "Il y a d'autres moyens que la grève... On peut, comme en France, faire des meetings après les heures de travail pour amener les autorités à négocier... On peut inventer beaucoup de choses, faire des marches de protestation... Et puis nous allons avoir notre hebdomadaire" (Walesa, mars 81). La puissance dominante du bloc de l'Est n'est pas en reste même si sa contribution se présente sous une autre forme : elle consiste à redorer le blason du syndicat en le... dénonçant avec violence. C'est ainsi que, de façon systématique, l'Agence Tass se livre à des attaques de la plus grande virulence contre Walesa et contre son complice Kuron (qui lui prête souvent main forte) chaque fois que ces deux individus sont envoyés pour convaincre les ouvriers d'abandonner la lutte.

L'ECRASEMENT DU PROLETARIAT

Cet ensemble de manoeuvres de Solidarnosc, ce partage des tâches entre différents secteurs de la bourgeoisie mon-

diale allaient permettre au capital d'infliger à la classe ouvrière une défaite cinglante. La répression brutale que le régime stalinien n'avait pu se permettre en août 80, ni durant toute la période de luttes intenses des ouvriers, il va pouvoir la déchaîner en décembre 81 lorsque la mobilisation de la classe ouvrière aura au préalable été épuisée par "son" syndicat. En instaurant l'état de guerre, en emprisonnant plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, en massacrant plusieurs dizaines, le gouvernement "socialiste" est venu parachever le travail déjà largement entrepris par Solidarnosc. Ce dernier se retrouve hors la loi, Walesa est détenu pendant un an, un certain nombre d'anciens dirigeants passent dans la clandestinité et, durant plusieurs années, jouent les "Robins des bois". Cette "persécution" envers Solidarnosc avait un double avantage. D'une part, elle permettait au parti stalinien de neutraliser un rival dangereux qui risquait de venir empiéter sur ses privilèges. Mais surtout elle a permis de maintenir son crédit au sein de la classe ouvrière pour lui permettre de poursuivre son travail de démobilisation. C'est ainsi qu'en 1988, le renouveau des luttes ouvrières face à une misère de plus en plus intenable allait se briser contre les manoeuvres d'un syndicat qui n'avait aucune existence légale, mais qui gardait une redoutable efficacité. Aux revendications économiques de la classe ouvrière on a répondu par la tenue d'une "table ronde", puis d'élections "libres" et, enfin, par l'accession de Solidarnosc à la tête du gouvernement. Quant à la situation économique des ouvriers, elle n'a fait que s'aggraver. En un an de gouvernement du syndicat "indépendant", "grande conquête" de la lutte de 1980, en quelques mois d'une "libéralisation" de l'économie sensée résoudre les difficultés accumulées par la gestion stalinienne, les conditions de vie de la classe ouvrière se sont plus détériorées que durant les dix années précédentes : inflation de 1000%, baisse de 40% du pouvoir d'achat, près d'un million de chômeurs, et plusieurs millions de licenciements en perspective dans les prochaines années (2).

Qu'aujourd'hui les ouvriers de Pologne soient contraints de subir de telles attaques en dit long sur l'ampleur de la défaite qu'ils ont subie et sur le désarroi dans lequel ils se débattent. En mai 90, ils ont tenté de réagir courageusement contre cette situation, notamment dans les chemins de fer. Mais, tout en faisant occuper les lieux de travail par l'armée, on leur a envoyé de nouveau Walesa (qui s'était gardé de prendre des responsabilités gouvernementales, contrairement à son ex-acolyte Kuron devenu ministre du travail) lequel leur a demandé de reprendre "dignement" le travail en déclarant : "la protestation des cheminots est justifiée, mais notre économie fragile et notre jeune démocratie pourraient ne pas supporter cette épreuve". Et c'est avec une sinistre ironie que les anciens syndicats officiels ont pu se présenter cette fois-ci comme les "véritables défenseurs des ouvriers".

LA RESPONSABILITE DU PROLETARIAT D'EUROPE OCCIDENTALE

En 1980, le prolétariat de Pologne avait apporté une contribution de première importance à la lutte de prolétariat mondial. Aujourd'hui, ce prolétariat fait encore preuve d'un courage et d'une combativité exemplaires. Mais, comme celui des autres pays qui sortent du stalinisme, du fait de son manque d'expérience de la "démocratie", il est empêtré dans les pièges que lui tend la bourgeoisie. Solidarnosc au gouvernement va perdre beaucoup de son crédit, mais cela ne signifie pas que les ouvriers de Pologne vont surmonter facilement les illusions syndicalistes (déjà entretenues par les "radicaux" de ce syndicat). En 1980-81, la cause ultime de la défaite du prolétariat de Pologne avait résidé dans son isolement international, dans l'affaiblissement des luttes des secteurs centraux du prolétariat, ceux d'Europe occidentale, qui n'avaient pu le faire bénéficier de leur longue expérience du travail de sabotage des syndicats. Il appartient aujourd'hui à ce prolétariat de l'Ouest, par le développement de ses combats, de démasquer clairement aux yeux de leurs frères de classe de l'Est le rôle anti-ouvrier du syndicalisme et de toutes les mystifications démocratiques.

FM (25/8/90)

(1) Voir en particulier "Révolution Internationale" n°76 à 93 ainsi que la "Revue Internationale" n°23 à 29.

(2) Voir RI n°181, 182, 183, 187, 191 et la "Revue Internationale" n°54 et 55.

Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.